

Publications de LA RÉVOLTE

Pierre KROPOTKINE

LES
TEMPS NOUVEAUX

(CONFÉRENCE FAITE A LONDRES)

PREMIÈRE ÉDITION
8.000 exemplaires

Prix : 25 centimes

Au Bureau de « LA RÉVOLTE »

140, rue Mouffetard, 140

—
1894

LES TEMPS NOUVEAUX

I*

En organisant une série de conférences sur l'anarchie et le communisme, les camarades m'ont demandé, pour entrer en matière, de donner un aperçu général de l'anarchie.

C'est ce que je vais faire ; mais je dois avouer que je me sentirais beaucoup plus à l'aise si, au lieu de me borner à un court aperçu, je pouvais disposer de dix ou douze soirées pour développer ce qu'il y a à dire sur l'anarchie. Tellement le sujet devient vaste, tellement il demande de développements.

Lorsque nous entrons dans les rangs anarchistes, après avoir précédemment fait partie de quelque groupe socialiste ou radical, — nous voyons dans l'anarchie simplement un mode d'action qui mène plus directement et plus sûrement au but que nous nous proposons d'atteindre — la révolution sociale.

Mais peu à peu, à mesure que nous approfondissons l'idée, nous commençons à nous passionner pour l'idéal anarchiste, et nous découvrons que, loin d'être une utopie ou une conception purement théorique, cet idéal résume la tendance innée des sociétés humaines vers l'égalité et la liberté — tendance qui a toujours fait la force des masses et qui les a empêchées d'être complètement asservies dans le cours de l'histoire par les minorités, avides de richesses et de pouvoir.

Plus tard encore, à mesure que nous considérons

(*) En écrivant cette conférence, pour la publier en brochure, je me suis permis de donner quelques développements à certains points, que j'avais à peine pu aborder (communisme, bons de travail, Etat et Gouvernement). Le lecteur de la brochure trouvera, peut-être quelque utilité dans ces développements, qui auraient été fatiguants dans un discours.

les rapports qui existent entre nos conceptions historiques et sociologiques, et nos conceptions sur l'ensemble des faits de la Nature, nous découvrons peu à peu que les conceptions anarchistes sur les rapports sociaux ne sont qu'une partie des conceptions nouvelles sur l'ensemble des faits de la Nature qui germent en ce moment dans la science. Le mode même de penser de l'anarchiste diffère essentiellement du mode de penser qui a prévalu jusqu'à présent dans l'enseignement scientifique, et nous apercevons que si ce mode nouveau était appliqué à l'ensemble de nos connaissances, l'aspect général de la science serait complètement modifié.

C'est que l'anarchie est plus qu'un mode d'action, plus qu'une utopie, plus qu'une simple théorie sociale.

C'est une application aux affaires sociales d'un mode de penser, d'une manière de raisonner et de concevoir l'ensemble des faits de la Nature. — d'une philosophie en un mot — qui germe parmi les penseurs de l'époque et qui, à n'en pas douter, fera la philosophie du vingtième siècle. Nos idées sur les phénomènes sociaux sont un reflet du changement qui s'opère dans les idées sur l'ensemble de l'univers et sur l'ensemble de nos connaissances.

J'ai donc à envisager l'anarchie sous ces trois aspects : comme mode d'action, comme théorie sociale et comme partie d'un système général de philosophie. Seulement je vais les prendre dans un ordre inverse, et, après avoir rattaché nos principes au nouveau mode de conception des faits naturels, j'envisagerai l'anarchie comme théorie sociale, et enfin j'en parlerai comme mode d'action.

Il vous est certainement arrivé de lire, dans des études sur le développement général de la pensée humaine, cette réflexion si juste. A une certaine époque, l'homme croyait que la Terre se trouve au centre de l'univers et que Soleil, planètes et étoiles

tournent en vingt-quatre heures autour de notre globe. L'homme étant l'être supérieur sur la Terre, tout l'univers existait pour lui. Pour lui, le Soleil, la Lune, les étoiles décrivaient leurs orbites autour de sa demeure, la Terre ; tout avait été créé pour lui, et le créateur supposé de l'univers avait ses yeux fixés sur lui pour le défendre de l'élément de désordre, du mauvais élément, le diable. Cette science et cette philosophie ont régné, souveraines, pendant les plus sombres périodes de l'asservissement de l'homme. Les puissantes théocraties de l'Orient en furent l'expression.

Mais, lorsque les idées et les hommes commencèrent à s'affranchir du joug religieux, on s'aperçut bientôt qu'un rôle beaucoup trop important avait été attribué à la Terre et à l'homme. On découvrit qu'au centre de notre système de planètes se trouve le Soleil, et que ce Soleil, immense en comparaison de la Terre, n'était qu'un grain de sable au milieu des milliards d'autres soleils, aussi grands ou bien plus grands encore que le nôtre.

Dans chaque ouvrage d'histoire philosophique, vous trouverez des pages superbes racontant l'influence de ce changement dans les idées astronomiques. Toute la pensée de l'époque, théorique ou appliquée aux rapports sociaux, en subit le contre-coup ; et on pourrait écrire d'autres pages, non moins superbes, pour dire comment l'affranchissement matériel de l'homme influa sur ses conceptions cosmogoniques concernant l'univers.

Un fait analogue se produit aujourd'hui. Nous entrons dans une époque qui verra un changement tout aussi important se produire dans l'ensemble de la science, et dans l'ensemble des conceptions philosophiques. Une philosophie nouvelle s'annonce, et l'Anarchie, loin d'être une simple utopie, ou une théorie creuse, comme on l'a dit quelquefois, se présente au contraire comme une partie essentielle, fondamentale de cette philosophie nou-

velle. Elle en est la partie qui traite des rapports sociaux.

Prenez toujours la conception de l'Univers, dont je viens de parler.

La philosophie newtonienne (ou plutôt la philosophie qui a primé pendant ces derniers trois siècles en s'appropriant les découvertes de Newton) nous a parlé du Soleil comme d'un maître du système planétaire. C'est lui qui, par son attraction puissante, tient enchaînées la Terre, les planètes, les comètes sur leurs orbites. Il est le cœur, l'âme, le roi, le gouvernant du système. L'ordre parfait, rigide, règne, grâce à sa puissance ; et s'il y a des causes de désordre, ce ne sont que des perturbations passagères. Bientôt la force d'attraction de l'astre puissant fera tout rentrer dans l'ordre, et cet ordre durera des périodes infinies, puisque les perturbations elles-mêmes se compensent et se détruisent mutuellement pour rétablir le cycle ordonné. — « Adorez l'astre lumineux ! chantez la gloire du Grand Géomètre ! » — s'écriait l'astronome.

Tout cela change aujourd'hui. On découvre que les espaces infinis entre les planètes et les soleils sont peuplés d'infiniment petits, — de petites masses de matière qui circulent dans tous les sens, qui ont leur vie propre, et dont les effets, si petits qu'ils soient pour chacune d'elles, sont immenses quand ils s'additionnent. Ils modifient entièrement la force des géants, placés aux centres des systèmes. Kant et Laplace faisaient dériver les planètes d'une agglomération centrale. Aujourd'hui on déplace le centre d'action. L'agglomération centrale ne serait elle-même que le résultat de l'action des infiniment petits, et ce sont eux, ces petits parias, qui bâtissent les planètes, qui maintiennent la chaleur du Soleil, et par leurs tourbillons maintiennent la vie du tout. Encore un pas, et l'attraction elle-même, que l'on avait (contrairement à Newton) placée au centre de l'astre radieux, ne serait qu'une résultante des mouvements des molécules, des infiniment petits dans l'espace...

En un mot, sans entrer ici dans des détails par trop techniques — jusqu'à présent on a toujours envisagé la somme, le résultat, sans trop s'enquérir de l'origine de ce résultat, sans s'attarder sur les pauvres unités qui faisaient la somme. Aujourd'hui, au contraire, l'attention se porte sur les infiniment petits — sur ceux auxquels on accordait à peine un regard furtif. On comprend que l'on ne connaîtra pas le résultat, tant qu'on ne se sera pas arrêté pour connaître les petites actions individuelles, les petits individus qui s'additionnent et se perdent dans la somme. Un mathématicien dirait qu'après avoir étudié les intégrales — qui sont des sommes et des résultats — on va porter aujourd'hui son attention sur les infiniment petits dont se compose toute intégrale.

Voilà où marche l'astronomie, et plus que l'astronomie — la conception générale de l'univers, la cosmogonie.

Eh bien, ce que nous voyons se produire dans l'étude de l'univers se répète dans toutes les branches de la science, y compris celle qui a trait aux rapports entre hommes.

L'Anarchie n'est qu'une partie — la plus importante, — de notre manière générale de concevoir la Nature : de cette philosophie qui s'annonce et qui pourrait être désignée sous le nom de philosophie synthétique, si Spencer n'avait déjà employé ce nom pour désigner un autre système, dont il a tiré des conclusions si incomplètes et si contradictoires et, que nous ne pouvons les accepter.

La pensée anarchiste n'est ainsi qu'une des branches de la pensée philosophique générale, qui promet de devenir la pensée philosophique du monde civilisé.

II

Un changement du même genre se produit dans les sciences qui traitent des êtres animés.

Là, où l'on parlait autrefois de la création ou de l'apparition des espèces, on étudie aujourd'hui les variations qui se produisent dans l'individu, sous l'influence du milieu, les adaptations de ses organes à des conditions qui varient chaque jour.

L'individu lui-même est traité comme un être complexe, comme une colonie d'infiniment petits, associés entre eux, mais gardant leur vie propre. Les organes divers de la plante, de l'animal ou de l'homme, sont considérés comme des agglomérations de cellules, ou plutôt d'organismes, vivant de leur vie propre, s'associant pour former les organes qui s'associent eux aussi, tout en conservant leurs individualités, pour constituer l'individu. — « L'homme ? vous répond aujourd'hui le physiologiste ; mais ce n'est pas un être unique ; c'est une colonie de micro-organismes, de cellules, groupées en organes. Étudiez-les, étudiez leurs groupements, si vous voulez connaître l'homme ! »

Jadis, on nous parlait de « l'âme » de l'homme, et on la douait d'une existence séparée, presque isolée. Aujourd'hui on découvre que ce que l'on disait être l'âme ou l'esprit de l'homme est une chose excessivement complexe, — un ensemble, une agglomération de facultés, qui doivent être étudiées séparément. Elles sont toutes intimement associées, bien entendu ; aucune activité ne peut se produire sans que toutes ne s'en ressentent d'une façon ou d'une autre. Mais elles ont chacune leur vie propre, chacune a ses centres nerveux, ses organes. Et, au lieu d'être la science des facultés psychiques de l'individu entier, la psychologie devient une étude des fonctions séparées dont la vie de l'individu se trouve composée.

Mais c'est surtout dans la science des sociétés que le changement est de toute évidence.

Je ne parlerai pas de l'histoire, puisque vous savez tous, comment le point de vue de l'histoire entière change en ce moment ; comment le culte des « héros » disparaît et le rôle des masses acquiert

de l'importance à mesure qu'on l'étudie ; comment les grands faits du passé sont de plus en plus reconnus pour des résultats additionnés de mille volontés individuelles. Qui n'a lu — ne serait-ce que la guerre de 1812, dépeinte par Tolstoï !

Il est absolument de même pour l'économie politique.

Le fondateur de cette science, Adam Smith, intitulait son œuvre magistrale, *La Richesse des Nations*. La production des nations, leurs importations et leurs exportations, leurs échanges, etc., voilà ce qui occupait l'économiste. Mais aujourd'hui l'économie politique ne se contente plus d'étudier la richesse des nations. Elle veut savoir si l'individu, si chaque individu a ses besoins satisfaits.

Elle ne veut plus mesurer la richesse d'une nation par la somme de ses échanges, elle la mesure par le nombre des individus qui jouissent du bien-être, comparé au nombre des individus qui végètent dans la misère. Le point de vue est entièrement changé, et l'on se dit qu'avant d'écrire sur la richesse des nations, il faut aller de maison en maison, frapper d'une porte à l'autre et s'enquérir si derrière chaque porte on a eu son repas, si chaque enfant a un lit propre et si dans chaque ménage on a du pain pour demain. Les besoins de l'individu et la mesure de leur satisfaction — voilà ce qui fera le sujet de l'économie politique qui s'élabore en ce moment.

Et enfin, en politique, on ne demande plus quelle est la formule inscrite dans les codes de chaque nation, quelle est l'enseigne de l'Etat. On veut savoir, jusqu'à quel point l'individu est libre, jusqu'à quel point le besoin d'autonomie locale est satisfait, quel est le niveau intellectuel de chacun, jusqu'à quel point il est l'esclave de ses préjugés, jusqu'à quel point il est libre d'exprimer sa pensée — toute sa pensée, — et d'agir selon les impulsions de son esprit et de son cœur. C'est encore l'individu que l'on veut connaître, puisque que l'état politique de la nation — le résultat — se retrouvera de soi-même quand on connaîtra les individus qui le composent.

En un mot, de quelque côté nous portions nos regards dans les sciences de la nature inanimée ou animée, ou bien des sociétés, partout nous trouvons cette tendance, éminemment caractéristique, de l'époque. Jadis on se contentait d'étudier les grandes sommes, les grands résultats ; aujourd'hui, l'attention se porte sur les petites individualités dont les résultats se composent.

Comme le grand astre central s'éclipse pour l'astronome devant les infiniment petits de l'espace ; — de même la nation, l'Etat, se présentent au regard comme de simples agglomérations d'individus grands et ceux-ci grandissent aux yeux de l'historien, de l'économiste, du politicien et du réformateur social.

Produit, en même temps qu'instigateur, de cette manière de penser qui commence à dominer dans la science. — l'Anarchie est fille d'un grand mouvement d'idées qui s'empare des esprits et qui devra dominer dans notre développement ultérieur. Elle en est l'application aux affaires économiques et politiques, en même temps qu'elle est l'affranchissement de l'homme de tous les préjugés, imposés par la religion, la science, l'éducation et la législation, qui faisaient miroiter des abstractions pour mieux faire oublier la chose vraie — l'homme qui peine, qui souffre et se débat dans toutes les misères.

III

ne autre idée, non moins riche en conséquences, se fait aussi jour dans la pensée moderne.

En voyant comme tout se tient dans la Nature, et combien rares sont les cataclysmes, qui, cependant pourraient bouleverser de temps à autre la vie de notre globe et des systèmes solaires, — en voyant cet enchaînement et cette marche assez régulière, — l'homme ne peut s'empêcher de concevoir une certaine harmonie dans la Nature et d'en rechercher les causes.

Pourquoi, en effet, les astres suivent-ils leurs routes dans l'espace, sans s'entre-choquer et s'entre-dé-

truire ? Pourquoi des éruptions volcaniques ou des affaissements soudains ne viendraient-ils pas de temps en temps détruire des continents entiers et les englober dans des laves souterraines ou sous les vagues ? Pourquoi les espèces de plantes et d'animaux ne seraient pas détruites en quelques années, dévorées, anéanties par d'autres espèces ?

Pourquoi, enfin, les sociétés humaines sont si stables ? Pourquoi durent-elles sans être désagrégées par les bouleversements intérieurs ? Pourquoi pas le chaos des cataclysmes continuels ?

A cette question que l'homme n'a jamais manqué de se poser, la réponse a varié suivant les époques.

Autrefois, la réponse était courte : le créateur veille à la préservation de son œuvre.

Plus tard, on chercha mieux, et, surtout dans le courant de notre siècle jacobin, l'idée de loi vint se substituer à celle d'arbitraire divin. Mais, au lieu de voir dans ce que l'on appelle loi naturelle un simple rapport, deviné par nous, et sans comprendre le caractère *conditionnel* de chaque « loi naturelle » (elle signifie toujours que *si* telle chose se produit, telle autre se produira nécessairement), on arriva peu à peu à considérer la « loi » — c'est-à-dire, le rapport entre phénomènes — comme quelque chose de supérieur aux phénomènes, comme quelque chose d'extra-né qui les gouverne et les ordonne.

Toute la science de notre siècle fut conçue sous l'empire de cette idée. Non pas seulement les sciences naturelles, mais aussi celles qui ont trait à l'homme. Non pas seulement la science universitaire, mais aussi le langage du politicien, du réformateur et du révolutionnaire s'en sont ressentis.

L'idée de loi, de discipline, d'ordre, imposés aux choses comme aux individus, pénètre tout notre langage, et nous l'entendons résonner dans les meetings révolutionnaires, aussi bien que dans les cours de l'université bourgeoise. Toute notre philosophie se ressent du jacobinisme de 1793.

Mais un nouveau courant se fait déjà sentir dans les sciences et bientôt il devra dominer nos concep-

tions. Si une certaine harmonie existe dans la Nature (dans certaines limites qu'il est bon de ne jamais oublier), si les grands cataclysmes viennent rarement bouleverser l'ordre des grands faits de la Nature, si toute chose et tout être vivant se trouvent plus ou moins adaptés aux conditions dans lesquelles ils existent, *c'est qu'ils sont les produits de ces mêmes conditions*. C'est le milieu qui les a faits ce qu'ils sont ; c'est pourquoi il ne les détruit pas à chaque instant. Le libre jeu des forces constructives et destructives crée lui-même les choses qui représentent l'équilibre le plus durable entre ces forces diverses. Et si harmonie il y a, elle ne peut être que la résultante de ces forces, — toujours variable, toujours renouvelée par ces mêmes forces selon les besoins du moment.

C'est Lamarck et Fourier se donnant la main. L'idée de Lamarck appliquée aux sociétés humaines, et l'idée de Fourier appliquée aux phénomènes de la nature.

L'harmonie, l'ordre, là où il y a ordre et harmonie, ne sont pas des produits d'une volonté divine. Ils ne sont pas des produits de lois imposées par l'une des forces actives. Ils ne s'obtiennent qu'à une seule condition, celle d'être un équilibre librement établi entre toutes les forces agissant sur un même point. Que certaines de ces forces soient gênées dans leur action par la volonté humaine, elles n'en agiront pas moins ; mais leurs effets s'accumuleront pour rompre un jour les digues imposées et pour produire un bouleversement, un cataclysme, une révolution.

D'autre part, l'harmonie n'est pas quelque chose qui dure indéfiniment. Elle ne peut exister qu'à la condition d'être continuellement modifiée, de changer d'aspect à chaque instant, — carrien n'existe, ni dans la nature, ni dans les rapports humains, qui ne change d'un instant à l'autre. Le changement continu, c'est la vie même de la nature. Et s'il y a une certaine harmonie dans la nature, et si les cataclysmes sont toujours locaux et rares, — c'est précisément parce que, dans les phénomènes naturels,

il n'y a pas de volonté qui vienne entraver aucune de ces forces. Chacune a son libre jeu ; toutes s'additionnent, et toutes ensemble créent les choses qui durent, en constituant un lien d'étroite solidarité entre toutes les forces infiniment petites qui sont à l'œuvre, entre toutes les individualités groupées étroitement pour constituer le tout.

Et l'on s'aperçoit enfin que l'harmonie de la nature ne doit pas être exagérée. Si les croissances qui ont pris des millions d'années pour se constituer, — tels les astres ou les continents, — se modifient avec une lenteur incroyable, il n'en est rien pour les phénomènes d'origine récente. Il faut distinguer entre l'harmonie des espaces célestes, dont le rythme se mesure par des millions de siècles, et ceux de la vie qui se développent d'un pas infiniment plus accéléré.

Les espèces de plantes et d'animaux se modifient et donnent origine à de nouvelles espèces avec beaucoup plus de rapidité qu'on ne l'avait supposé ; de même les changements géologiques ; et dans cet ordre de faits, l'évolution ne marche jamais de ce pas lent et uniforme qu'on a voulu lui attribuer. Ici, l'évolution est continuellement interrompue de révolutions locales, et ces révolutions, ces périodes d'évolution accélérée, font aussi bien partie de l'harmonie de la nature que les périodes d'évolution ralentie.

Voici, en peu de mots, deux grands courants d'idées qui commencent à pénétrer la pensée de notre siècle.

Si nous appelons Philosophie, non pas les abstractions métaphysiques, mais les vues d'ensemble sur tous les phénomènes de l'univers, de la vie organique, des sociétés et des rapports humains, ainsi que l'application de ces vues à chaque petit fait de la vie et de la lutte quotidienne, — et c'est cela seul qui mérite le nom de Philosophie — nous pouvons affirmer que toute la philosophie du siècle est en train de subir une modification profonde. L'anarchie n'est qu'une partie de ces vues d'ensemble.

On pourrait dire qu'elle en est l'application aux rapports entre hommes, si la pensée ne suivait géné-

ralement la route opposée : celle de construire la philosophie de l'univers en se laissant guider par l'observation des rapports humains. Mais il y a un fait qui domine tout et qu'il faut constater. La philosophie qui s'élabore par l'étude des sciences, d'une part, et l'anarchie, d'autre part, sont deux branches d'un seul et même grand mouvement des esprits : deux sœurs marchant la main dans la main. Et c'est pourquoi nous pouvons affirmer que l'anarchie est plus qu'une utopie, plus qu'une théorie ; elle est une philosophie qui s'impose à notre époque.

IV

Evidemment, elle n'est pas née d'hier. Mais il serait impossible dans cette conférence d'en rechercher les origines. Si on voulait s'en occuper, on en trouverait certainement des traces dans la philosophie de la Grèce.

Au fond, tous les mouvements *populaires* ont été imbus de principes anarchistes, et tout ce qui a été imposé par les *minorités* (de sorciers au début et, plus tard, de prêtres, de savants, de guerriers et d'hommes de loi) fut l'opposé des tendances anarchistes des masses. Les masses, proclamant toujours le *droit coutumier* ; les minorités — Etats, Universités, églises chrétiennes et autres — imposant toujours la *loi*, le droit canonique, ou le *droit romain*, qui est, au fond, le droit byzantin des despoties de l'Orient.

La révolte de Judée d'il y a dix-huit cents ans et les mouvements en Orient qui la suivirent ; les mouvements religieux du neuvième siècle en Arménie ; les mouvements des rationalistes du douzième siècle, et enfin celui des anabaptistes, — tous ont débuté par cette idée fondamentale : égalité de tous, point de fortune privée, point d'autorité, point de loi, autre que la conscience de l'homme.

Les recherches récentes des historiens allemands prouvent en effet que le mouvement de la Réforme a non-seulement débuté, mais qu'en réalité il a été fait par le mouvement des anabaptistes qui pré-

chaient la même révolte contre la loi et l'autorité, et déclaraient qu'il n'y a rien d'obligatoire dans les codes, y compris la bible, que ce que chacun veut en prendre lui-même. Et ces historiens démontrent que tout le poids de la lutte du siècle fut soutenu par les anabaptistes, massacrés ensuite par milliers lorsque l'Eglise luthérienne — autoritaire et « droit romain », bien entendu — prit le dessus dans le mouvement.

Malheureusement, tous ces mouvements cherchaient appui dans la religion. Mais lorsque la philosophie du dix-huitième siècle rompit enfin avec la tradition religieuse et chercha son appui dans la science, dans la raison, contre le préjugé poltron, elle fut encore anarchiste. A ses débuts, elle énonça les principes qui font, aujourd'hui, le fondement de nos idées.

Ainsi, au point de vue intellectuel, nous sommes les descendants directs de cette philosophie ; et, au point de vue de l'action et de l'idéal, nous sommes les descendants de tous les mouvements populaires qui ont eu lieu dans l'histoire. Quel que fût leur aspect extérieur, leur essence fut toujours le communisme et l'anarchie.

Voici pour nos origines. Passons maintenant à l'exposé de nos idées et commençons par nos idées sur l'économie sociale.

V

Jusqu'à présent l'économie politique s'était toujours occupée de la richesse des *nations*. Construite dans cette supposition, que si les classes possédantes d'une nation sont riches tout le monde sera riche à son tour, elle étudiait surtout l'accumulation des capitaux. Mais chacun sait aujourd'hui que cette supposition est fausse, et, sous l'impulsion générale de notre époque, l'attention se porte vers chacun des individus qui composent la nation. C'est aussi notre manière de concevoir l'économie sociale. Nous étudions les individus, leurs besoins et les moyens de les satisfaire.

Nous allons dans la chaumière du paysan, dans la chambre et le taudis du travailleur, dans la maison ou le palais du riche. Là, nous étudions leur vie, leurs besoins et la mesure de leur satisfaction.

Nous trouvons alors que les trois-quarts, sinon plus, de la société, manquent du strict nécessaire. Ils travaillent ; la plupart sont même écrasés de sur-travail. Et malgré cela, les produits essentiels leur manquent. Nourriture insuffisante ; manque de vêtements ; absence, non-seulement de ce qui est reconnu nécessaire par l'hygiène moderne, mais même de ces conditions d'hygiène que l'on trouve encore chez les populations arriérées en civilisation.

Les enfants mêmes ne mangent pas à leur faim ; et partout, en pays civilisé, nous entendons ce cri général : « Les enfants s'étiolent, on ne peut pas les tenir à l'école puisqu'ils y viennent le ventre creux. Il faut du pain aux petits, avant de leur donner de l'instruction. » Le peu de pain qu'il leur faut, manque dans la famille.

Quant à leur vêtement, vous avez tous lu avec effroi ce qui a été dit, il y a quelques mois à peine, sur les loques et l'absence de vêtement chez ces petits de Whitechapel qui venaient aux soirées organisées pour les enfants. Tous, nous voyons leurs loques dans les faubourgs, tous, nous connaissons les petits vendeurs de journaux qui courent, la nuit, nus-pieds, dans la fange gelée de Newcastle et de Glasgow, ou, transis de froid, s'affaissent sur les perrons des palais dans les grandes villes.

Et faudrait-il reparler de nouveau des taudis ouvriers, en ville comme à la campagne, après que l'on a déjà publié des volumes d'enquêtes sur ce sujet ? Volumes restés, comme de raison, papperasse inutile !

Manque de nourriture, manque de vêtement, manque de logements sur toute la ligne. Manque de ce qui sert à rendre la vie tant soit peu agréable ou intellectuelle. Qui donc ose aujourd'hui mettre ces faits en discussion ?

On nous parle cependant de progrès accomplis et on nous en promet d'autres, bien plus grands encore, à l'avenir. Eh bien, nous nous empressons de reconnaître ces progrès, là où nous les trouvons.

Certainement, les paysans français sont aujourd'hui bien moins misérables qu'ils ne l'étaient il y a cent ans. Avant qu'ils se fussent affranchis de la soumission féodale, avant qu'ils eussent repris possession d'une petite part des terres volées aux Communes par les seigneurs, ils étaient plus misérables encore qu'ils ne le sont aujourd'hui. Empressons nous de reconnaître ces bienfaits des Jacqueries de 1789-1793.

Mais n'oublions pas, non plus, que si les paysans français ne parcourent plus les routes par bandes de mendiants, — c'est aussi parce que les plus miséreux du village ont continuellement émigré en ville, et qu'en ce moment nous les retrouvons dans les faubourgs des cités — prolétaires, bien plus misérables que ceux des campagnes d'autrefois.

Certainement, dans les centres manufacturiers anglais on constate de grands progrès si l'on compare l'ouvrier de nos jours avec celui des années quarante de ce siècle. Il est vrai qu'ici encore, la misère la plus noire a été refluée dans les faubourgs de Londres, de Glasgow, de Birmingham. Mais ceux qui ont un travail assuré connaissent plus d'aisance que leurs pères n'en connurent lors de la grande enquête, dans les années 1840 à 1848.

Mais cette période fut, on le sait aujourd'hui, une des plus noires, des plus terribles dans l'histoire entière. Ce fut la période d'exploitation effrénée par le capitalisme naissant, lorsqu'il s'abattit d'un coup sur les populations asservies par la loi bourgeoise, spoliées de leurs terres, réduites à la faim, désarmées.

Maître des hommes, par la loi qui faisait pendre pour grève, et par la faim qui sévissait au sein des paysans chassés du sol, il s'affirmait victorieux, et l'Europe n'avait pas connu jusqu'alors une période aussi terrible.

En prenant cette époque pour point de comparaison, il est aisé de parler d'amélioration. Mais si on se reporte de cent, de deux cents, ou de trois cents ans en arrière, le tableau change complètement. Si l'on s'adresse, non à ces économistes qui vous font des aperçus généraux sans avoir étudié les faits, mais à ceux qui ont donné leur vie à l'étude des salaires et des prix, comme l'a fait Thorold Rogers — le professeur d'Oxford, — on voit qu'aujourd'hui, le laboureur et l'ouvrier bien rétribués sont encore bien au-dessous du bien-être dont jouissaient au moyen-âge le laboureur le plus humble et l'artisan. Les salaires, inscrits au jour le jour sur les registres d'alors, et les prix des denrées, inscrits sur les registres de vente, sont là pour le démontrer.

En présence de faits pareils, les panégyristes du progrès bourgeois feraient mieux de garder un silence prudent.

En tout cas, les ouvriers mieux rétribués sont la minorité. Que dire des autres? — Les recherches patientes de Charles Booth (le statisticien, bien entendu) nous le disent assez. Son enquête, faite de porte à porte dans l'est et le sud-est de Londres, prouve que sur les cinq millions d'habitants de la grande cité, un million et demi — plus du quart de la population — n'ont même pas 18 shillings, 22 francs 50, par semaine *et par famille* d'assurés. Quand ils ont cette maigre pitance, ils se croient heureux. Mais pendant deux, trois, quatre mois de l'année ils n'ont même pas 100 francs par mois et par famille. Ils sont dans la misère. Et ils ne sont ni dix ni vingt mille dans cette situation : ils font plus du quart de la population de la riche capitale commerciale du monde.

Que dire des autres villes? Que dire des travailleurs agricoles qui gagnent dix, maximum 13 fr. 75 par semaine et toujours par famille, et qui n'ont cela que lorsqu'il ne neige ni ne pleut, et qu'ils ont du travail!

Que dire enfin de ce dixième de la population des grandes villes, qui n'a *rien* et qui vit au jour le jour?

Et remarquez que ce quart, ou plutôt ce tiers de la population urbaine de l'Angleterre — de ce pays qui a atteint le plus grand développement industriel et qui vit aux dépens du monde entier, en plus de ses propres richesses, — remarquez que ces millions n'ont leurs cent francs, si peu sûrs, qu'à la condition qu'il n'y ait pas crise. Vienne la crise, et ils n'auront même pas la moitié de leurs neuf cents francs par an et par famille.

Or, les crises — les économistes le savent — ne sont pas l'exception; elles sont la règle. Les unes se produisent par périodes de 10 à 12 ans, avec la même régularité que les taches du Soleil et les sécheresses en Orient. Les autres se suivent par périodes plus longues, de 35 années à peu près; les troisièmes n'ont pas de périodes régulières : elles arrivent comme les comètes; et les quatrièmes enfin sont locales; elles surviennent quand une industrie émigre et quitte son pays d'origine pour se transplanter dans un pays de « bras » à bon marché. Et quelquefois, toutes les quatre s'abattent à la fois...

Alors, c'est la famine tout court, le typhus, la peste — comme en Russie et en Allemagne l'année passée. C'est l'arrêt des industries qui travaillent pour le paysan et chôment faute d'acheteurs. Ou bien, c'est la « famine de coton » du Yorkshire, ou la crise des sucres, comme à Dundee en 1886, ou la crise des fers d'il y a huit ans. C'est la misère noire pour des milliers de familles; les hommes et les femmes étioles, les enfants décimés, les familles disséminées, l'émigration forcée et les souffrances au dehors, dans les fièvres paludéennes des pays lointains...

Un surcroît de bien-être par-ci par-là; beaucoup de misère partout; et partout, l'insécurité du lendemain, jusque dans les palais des riches — voilà ce que l'on verrait si, au lieu de parler de grandes sommes éblouissantes, on s'adonnait à l'étude des unités, des individus.

Mais, quand nous pensons aux luttes incroyables que les travailleurs ont eus à soutenir dans le courant du siècle, pour obtenir le peu qu'ils ont; quand nous songeons à leurs révoltes, à leurs grèves, à leurs coalitions, et aux misères, à la faim, subies durant chaque grève; quand nous pensons aux martyrs sans nombre que chaque grève, chaque révolte, chaque petit acte de révolte et chaque coalition ont à enregistrer; lorsque nous nous rappelons tout ce que ces révoltés, leurs femmes et leurs enfants ont dû subir chaque fois qu'ils ont cherché à opposer une faible digue à l'exploitation; et quand nous voyons se dresser devant nos yeux les cadavres de mai, de juin, — de tous les mois de tant d'années, — que dire alors de ce progrès?

Si minuscule qu'il soit, ce n'est pas le développement du capitalisme qui l'a fait. Au contraire, il a été arraché au monstre de vive force. Si le capitaliste, aidé de son fidèle serviteur, le gouvernement, n'a pas réussi, par la loi et par la faim, à réduire l'ouvrier au servage, c'est que le travailleur a eu ses moments de révolte; c'est qu'il a lutté, au prix de privations sans nom et de victimes innombrables. C'est, la pierre ou la torche en mains, et quelquefois l'arme au bras, qu'il a arraché au vampire une part infinitésimale de ce qui aurait pu lui revenir des progrès scientifiques du siècle. Chaque sou gagné sur les salaires, chaque liberté conquise à l'atelier, sont marqués de cadavres des ouvriers, de leurs femmes, de leurs enfants! Et si le travailleur comptait seulement ses victimes, jamais on n'oserait lui parler de « progrès accomplis, » de peur de réveiller ses souvenirs.

VI

Y a-t-il jamais eu une époque dans la vie des sociétés, durant laquelle l'homme n'eût pu vivre *richement* — richement selon les goûts de l'époque — des fruits d'un travail collectif? On prétend généralement que l'homme primitif devait nécessaire-

ment végéter dans la misère, à la suite de son ignorance, et, comme tous les autres, je l'ai cru aussi. Mais, plus on étudie les origines des sociétés humaines, plus on s'aperçoit du contraire. A part les périodes de calamités naturelles (changements rapides de climat, tremblements de terre, période glaciaire, etc.) et à part les guerres et les invasions, les primitifs mêmes parvenaient à se donner une vie riche selon leurs goûts, au prix d'une quantité minime de travail. Lisez les descriptions des sauvages, laissées par les grands navigateurs des siècles passés; lisez celles de quelques voyageurs récents, et vous verrez que là où la société n'est pas tombée sous le joug des prêtres et des guerriers, l'abondance règne au sein des primitifs. Comme les oiseaux sociables, ils donnent la matinée au travail collectif. Ils prennent leur repas commun, et le soir ils s'amuse. Rien des misères de la vie des prolétaires dans les grands centres industriels de notre époque! La misère ne vient à eux que lorsqu'ils tombent sous le joug d'une autorité quelconque.

Quoi qu'il en soit, — alors même qu'il eût été difficile pour les primitifs de se donner l'aisance, — nous, les civilisés, nous ne sommes plus des primitifs. Au contraire, il n'y a pas un seul économiste, si entiché qu'il soit de théories apprises dans les bouquins, qui, après quelque réflexion, ne reconnaisse ceci: — Avec les moyens de production actuels, s'ils étaient intelligemment appliqués à la production du nécessaire d'abord, et du luxe ensuite, nous pourrions inonder la terre de produits agricoles et industriels.

Prenant pour point de départ les moyens de production actuels, l'instruction technique actuelle et la puissance organisatrice de l'industrie actuelle, nous pourrions dès à présent doubler notre production, si la société portait seulement son attention sur cette question vitale — la production pour la satisfaction des besoins de tous. Et il suffirait de diriger l'éducation vers l'étude des besoins de l'homme et

des moyens de les satisfaire, pour que dans quinze ans une société civilisée fût en mesure de produire les objets de première nécessité en telles quantités qu'elle devrait limiter cette production, afin de donner encore plus de son temps à la satisfaction des besoins supérieurs : l'art, la science, l'amusement, — la joie de vivre, en un mot, de l'être intelligent, développé dans toutes ses facultés.

Chaque homme sérieux est forcé de reconnaître, qu'économiquement parlant, c'est vrai. Et si les défenseurs de l'ordre actuel ont encore quelques objections à soulever, leurs objections sont d'ordre *moral*, non pas économique. Ainsi, pour excuser la société actuelle, ils se rabattent sur la paresse innée de l'homme, sur sa répulsion au travail, sur la nécessité d'une certaine pression pour l'obliger à travailler, sur la nécessité de se défendre contre les pillards étrangers et les fainéants à l'intérieur — et ainsi de suite. En un mot, ils se perdent en divagations sur la nature humaine; ils entrent en plein dans la question de savoir si la servitude est mieux que la liberté; et alors ils ne font que répéter, avec des variantes infinies, le refrain séculaire des prêtres et des gouvernants, sur la nécessité de gouverner l'homme pour le mener à bonne fin.

Mais tous admettent que *matériellement*, il serait possible de doubler la production, de satisfaire tous les moyens matériels urgents et de laisser, avec tout cela, un loisir suffisant pour satisfaire les besoins de luxe.

Ainsi donc, misère pour le grand nombre; insécurité du lendemain pour tous; insuffisance de la production — et cela, malgré les moyens formidables dont nous disposons, — voilà le bilan économique de la société.

L'école marxiste nous parle toujours de plus-value, qui revient aujourd'hui au patron et qui devra revenir un jour à l'ouvrier. Mais il ne s'agit pas de plus-value. La plus-value elle-même est une prime offerte à une catégorie de producteurs aux dépens

des autres. Elle est le fruit du système d'exploitation. Et, considérée même comme une méthode d'analyse économique, cette méthode a l'inconvénient de faire errer la pensée dans des abstractions, au lieu de prendre les faits terre à terre.

Voilà, en effet un homme qui couche sous les ponts, le ventre creux, puisque ce soir il n'y a pour lui, ni un taudis, ni une croûte de pain. Eh bien, cet homme, malgré qu'on ne lui ait rien appris dans son enfance, sait bêcher la terre et ne demande pas mieux que de bêcher; il est prêt à faire des travaux de terrassement. Mais il n'y a personne qui en veuille; il n'y a pas un lopin de terre qu'il ose bêcher; il n'y a personne pour lui donner du pain pendant qu'il travaillera la terre; personne pour lui donner la bêche.

Et pendant ce temps-là, des milliers d'hectares restent incultes. En huit mois cet homme, allié à cent autres comme lui, produirait non seulement ce que, tous les cent, ils pourraient manger durant huit mois; non seulement ce qu'il leur faudrait pour toute l'année; mais aussi un surplus qui servirait à nourrir leurs familles et cent autres familles, pour le moins.

Mais la terre chôme et eux chôment aussi. L'homme qui a produit du blé ne trouve pas d'acheteurs. L'homme qui bâtit les maisons se plaint de rester sans travail; celui qui forge les bèches se plaint de ne pas en avoir à forger..... Et ainsi de suite.

Parlez à l'ouvrier qui a du travail. Sa femme est au désespoir lorsqu'elle contemple le linge en loques de ses enfants. Son mari se surmène de travail, et le linge manque malgré cela. Il est trop cher. Et pendant ce temps le tisseur de cotonnades est au désespoir d'être réduit à ne travailler que neuf mois de l'année; la femme qui passe toute sa vie à coudre, à raison de vingt sous par jour — vingt-cinq francs par mois — est au désespoir de ne pas avoir à coudre autant de linge qu'elle

en pourrait ; et dans tous les métiers connexes on est prêt à travailler, mais on en est empêché par ceux qui tiennent en mains l'industrie.

Parcourez toute la société — par tout vous trouverez cela : Besoins urgents non satisfaits ; et par tout, des milliers et des milliers d'hommes et de femmes prêts à faire le travail nécessaire pour satisfaire ces besoins, mais empêchés de le faire par cette force qui tient l'industrie. Et, à côté d'eux, des milliers et des milliers d'autres hommes qui produisent ce dont personne, au fait, n'a besoin, ce qu'on vous force d'acheter, faute de mieux — la pratique que l'on impose par la réclame.

Partout le même chaos, les mêmes contradictions. Mais la cause du mal n'est pas dans les longues heures de travail, ni dans les salaires insuffisants, ni dans la division injuste des bénéfices — tout cela sont des *consequences* d'une cause plus générale.

La cause, c'est que la production ne se fait pas pour satisfaire des besoins de la société. Elle se fait pour obtenir des *bénéfices*, pour spolier quelqu'un, pour lui arracher quelque chose en plus. Et tant que la production sera entreprise et menée par l'individu privé, en prévision de son bénéfice privé, — elle devra rester ce qu'elle est ; le chaos, le gaspillage de forces humaines, la spoliation universelle.

C'est pourquoi les sociétés civilisées doivent revenir à la conception, que produire la nourriture, le logement et le reste, est un intérêt *social*. Que tout ce qui sert à ce but : sol, instruments de production et moyens d'existence pendant la production, doit appartenir à la société — non à l'individu. Pour être productif, le travail humain doit être socialisé. Mais il ne suffirait pas de le socialiser dans chaque usine séparée ; il doit être socialisé pour les buts généraux de la production entière de toute la société, et ceci ne se fera que lorsque la société reprendra possession de toutes les richesses, accaparées aujourd'hui par des individus séparés.

L'expropriation de toutes les richesses et l'utilisa-

tion de ces richesses dans un but social — telle est la révolution qui s'impose.

VII

Tous les socialistes sont d'accord sur ce point. Ils reconnaissent que les moyens de production *doivent* appartenir à la société entière, non à des individus séparés. Ils diffèrent beaucoup sur l'étendue de l'expropriation, sur la rapidité avec laquelle elle devrait s'accomplir, et surtout sur les moyens d'y arriver. Mais l'idée d'expropriation au profit de l'ensemble de la société leur est commune.

Il faut dire aussi que pendant ces dernières vingt années, l'idée a fait de grands progrès au sein des masses ouvrières. « La mine au mineur » est une formule que vous avez tous entendue, si vous avez parlé à ceux qui travaillent dans les mines. La « nationalisation du sol » est chose familière en Angleterre. La « municipalisation » des docks, du gaz, des tramways, des édifices publics et des maisons habitées, est encore une aspiration très répandue parmi les travailleurs anglais et français, tandis que la Commune, maîtresse de toutes les richesses, est une idée très répandue en France.

Mais deux écoles se dessinent dans le mouvement socialiste.

L'une, l'école marxiste, part de l'Etat. L'autre, l'anarchisme, part de l'individu et de ses libres groupements.

Pour le marxiste, il s'agirait de faire sur une large échelle ce qui se fait déjà sur une échelle assez grande dans les Etats modernes, surtout en Allemagne.

Des chemins de fer, des forêts, des mines, sont déjà propriété de l'Etat. Pourquoi tous les chemins de fer, toutes les forêts et tout le sol de la nation, toutes les mines et toutes les usines ne seraient-elles pas aussi propriété de l'Etat ?

Il y a déjà des fonctionnaires salariés de l'Etat, à l'école, à la caserne, à la poste, au télégraphe ; il y

a des forestiers, des employés de chemin de fer, des mineurs, salariés et fonctionnaires de l'Etat.

Eh bien, tous fonctionnaires, tous salariés de l'Etat! Tout est un service public, la fabrication du drap aussi bien que l'enseignement à l'école. Tout travail utile doit être considéré comme un service public et rémunéré comme tel.

Qui représenterait l'Etat? — Un parlement démocratique, élu au suffrage universel, avec commissions, au lieu de ministères; et, au-dessus du Parlement, le referendum, comme en Suisse, auquel la Chambre soumet ses décisions, ou lequel les lui dicte.

Telle est la conception sur laquelle s'est développée le social-démocratie. C'est un héritage de 1848.

Inutile de dire qu'il n'a pu se maintenir dans cette pureté.

Tous les peuples luttent contre les Etats, les parlements, les cliques politiques.

Et à mesure que leur éducation politique se fait, à mesure qu'ils voient les parlements à l'œuvre et peuvent mieux les juger, ils s'en dégoûtent. On commence à se demander si ce n'est pas une utopie absolument folle, que de vouloir confier la gérance de la production nationale à un parlement.

C'est pourquoi les social-démocrates qui, jadis, ne trouvaient pas d'expressions assez fortes pour condamner l'autonomie des Communes, s'empressent aujourd'hui de la reconnaître. Ceux d'entre eux qui ont quelque indépendance de pensée finissent par admettre que l'Etat centralisé serait un administrateur aussi mauvais ou pire, que le capitaliste actuel. Et, poussés à bout, ils ont été forcés, même en Allemagne, de se prononcer pour l'autonomie des communes, comme unités d'organisation économique.

Continuellement, dans les discussions, qu'ils se voient obligés de soutenir avec les adversaires de l'Etat socialiste, ils sont amenés à faire des concessions à l'esprit anarchiste des temps. Ils maintiennent encore, en *principe*, la centralisation gouvernementale

de la production. Mais dès qu'il s'agit de discuter des faits d'ordre pratique, ils se montrent prêts à toutes sortes de concessions opposées à leur principe. Si bien qu'après les déclarations anti-étatistes que M. Bebel a faites dernièrement au Parlement allemand, je serais fort embarrassé de dire jusqu'à quel point le social-démocrate est resté fidèle à son ancien idéal de jacobinisme économique, et qu'est-ce qu'il en a sacrifié à l'esprit des temps.

Il y a dix ans, c'était un parti compacte, en théorie. Aujourd'hui, y a-t-il deux penseurs social-démocrates qui soient *théoriquement* d'accord sur l'extension à donner à l'Etat dans la gérance et l'organisation de la production?

Il est vrai que le parti social-démocrate s'occupe fort peu de préciser ses aspirations. Il donne presque toute son activité aux réformes du système de salariat actuel; et comme ces réformes entrent de plus en plus largement dans les programmes radicaux et même conservateurs, il est tout naturel que ce parti se confonde de plus en plus avec les partis politiques qui travaillent au *maintien* du système de propriété privée et de salariat, en cherchant à les rendre moins odieux au travailleur.

Le parti se divise ainsi de plus en plus en deux fractions, dont l'une se fond avec les partis bourgeois de *réforme* du système actuel; tandis que l'autre, restée socialiste active et voulant un changement fondamental dans les relations économiques, se défait peu à peu de ses préjugés jacobins.

Il y a cependant un point sur lequel les social-démocrates, y compris les collectivistes, sont d'accord. C'est le maintien du salariat. Le salaire serait apportionné (par l'Etat, ou la commune, ou les associations ouvrières) conformément aux heures de travail et, en partie, aux résultats produits, avec une certaine prime d'éducation, selon certain collectivistes. Les inégalités énormes entre le salaire du ministre et de l'homme de peine disparaîtraient ainsi, ou bien elles seraient plus ou moins aplaniées. Mais

le *saluire* — payé en chèques sinon en monnaie — proportionnel aux heures de travail, resterait. Ce serait, disent-ils, le moyen de se prémunir contre les fainéants et les paresseux. Ainsi ils tiennent encore au compromis que Proudhon avait préconisé et même essayé de mettre en pratique en 1848.

La critique de ce système a déjà été faite ailleurs. (1) Ici, il suffira de dire seulement que nous, anarchistes, ne pouvons pas comprendre comment une Société pourrait s'organiser dans la partie fondamentale de sa vie — sa production — sur deux systèmes diamétralement opposés. Dans tout ce qui a été produit précédemment, on ne rechercherait pas la part de chaque individu. Toute la richesse sociale reviendrait à la société entière — à tous et à chacun. Mais dans la production à faire, on pèserait scrupuleusement le nombre d'heures et de minutes données à la production, ainsi que l'intensité du travail pendant ces heures et ces minutes...

Rompres absolument avec un passé individualiste et marchand, qui est lui-même issu du salariat, et maintenir en même temps le principe vital de ce passé — le salariat ; mais aucune société ne pourrait se maintenir sur ces deux principes, dont l'un est la négation de l'autre. Aussi, il est certain que les collectivistes seront forcés d'entrer de plus en plus dans la voie des concessions, et qu'il seront forcés de se rapprocher de plus en plus du principe communiste, après avoir épuisé toutes leurs armes pour le combattre.

Ils devront faire, par rapport au salariat, ce qu'ils font déjà par rapport à l'autorité.

Ils devront le faire d'autant plus que salariat et autorité ont leur origine, tous deux, dans une même défiance vis à vis le bon sens des masses, la même qui créa l'Etat et l'Eglise. S'ils rompent avec cette conception par rapport à l'autorité, ils seront bien forcés de l'abandonner sous sa forme de salariat.

(1) *Le salariat collectiviste ; La conquête du pain.*

VIII

Pour bien comprendre cette idée de salaires, payés en bons de travail, il faut remonter à ses origines, à 1848. On était très préoccupé alors, surtout après les échecs subis en mai, de trouver un moyen qui permit de paralyser le capital, sans recourir à l'expropriation. Proudhon qui avait horreur de la violence et qui voyait en noir les conséquences d'une violation jacobine de la propriété privée, devait s'enthousiasmer pour l'idée des bons de travail. Il y aperçut un moyen d'abolir la productivité du capital, sans violenter la propriété, dans laquelle il voyait la seule sauvegarde contre l'Etat omnipotent.

Il comprenait que ce qui fait la force du capitaliste, c'est la masse de miséreux, forcés de vendre leur travail et leur intelligence à n'importe quel prix. Aussi, rêvait-il une organisation qui permit à chacun de produire et de recevoir le produit intégral de son travail, sans passer sous les fourches caudines du Capital et sans abdiquer de sa liberté entre les mains de l'Etat. Il cherchait enfin à utiliser les forces d'une révolution, déjà vouée à la défaite. De là — l'idée de sa Banque populaire.

Imaginez-vous cent mille hommes, recevant de cette banque le crédit mutuel nécessaire pour se procurer les instruments de travail, les machines, les locaux de diverses entreprises industrielles, et versant leurs produits dans des magasins communs. Chacun des membres de la société reçoit un bon de travail, représentant le nombre d'heures qu'il a passées à l'atelier ; et chaque chose dans les magasins porte l'étiquette représentant le nombre d'heures de travail requises pour la produire. Le « bon » achète la marchandise. Point d'intermédiaire ; rien que des frais minimes d'administration générale et pour le maintien des magasins. L'ouvrier n'est plus volé par le capitaliste, il reçoit le produit intégral de son travail. Point d'accumulation de capital possible dans cette hypothèse.

Supposez cent mille hommes seulement, organisés de cette façon. — Qu'arrive-t-il ?

Aujourd'hui, après avoir travaillé dix heures et reçu cinq francs pour son travail, l'ouvrier qui va acheter pour cinq francs de marchandise, paie, non seulement le salaire d'autres travailleurs comme lui, — ce qui serait juste, — mais encore le bénéfice du patron, la rente du propriétaire du sol, le bénéfice du capitaliste et les bénéfices des intermédiaires, Si vous supprimez ceux-ci par une coopérative — les trois premiers restent toujours. Ce qui fait qu'avec cinq francs l'ouvrier n'achète que ce qui *vaut* (en salaires) trois francs seulement. Deux francs — les deux-cinquièmes de sa journée — lui sont volés.

Dans l'organisation de Proudhon, au contraire, les cent mille hommes, organisés autour de la banque populaire, reçoivent le produit intégral de leur travail, — ils reçoivent de la marchandise qui représente les dix heures du travail d'un autre ouvrier, moins les frais (minimes) d'administration.

Voilà le plan de Proudhon.

Avec sa grosse et bonne malice de paysan, — simple malgré tout — Proudhon s'imaginait avoir attrapé le capitaliste dans une souricière. Une fois que cent mille hommes pourraient retrouver dans chaque achat le produit intégral de leur travail — qui donc se laisserait exploiter par des capitalistes ? Chacun préférerait s'inscrire à la banque, qui peu à peu offrirait tout — vêtements, nourriture, logement, luxe — au prix de revient. L'usine du capitaliste resterait là, sans ouvriers à exploiter, son magasin sans acheteurs, sa maison sans locataires. L'usine, la maison, le capital, cesseraient de rapporter, et l'intérêt sur le capital baisserait. On en offrirait à 2 1/2 pour cent, à deux, à un pour cent..... et voilà la révolution accomplie, rien que par l'exemple des cent mille hommes bientôt devenus un million, deux millions, la France entière..... On en a fait de ces beaux rêves en 1848. — de révolutions par l'arithmétique. Proudhon a fait le sien — le plus intelligent de tous, mais toujours un rêve.

N'accusons cependant pas Proudhon de bêtises qu'il n'a jamais dites. Il n'a pas vu dans son projet un système d'organisation de société *future*. Il n'y a vu qu'un moyen de faire la trouée dans le capitalisme, qu'un truc pour réduire le profit sur les capitaux, qu'un exemple à donner pour démontrer la possibilité et les avantages d'une société d'ouvriers sans capitalistes. « On nous demandait des lois, paragraphe par paragraphe » disait-il, plus tard. Il a fait le projet de celle là.

Eh bien, cette idée très répandue en 1848, à laquelle Proudhon fit prendre corps, n'a cessé, depuis lors, de hanter une partie des socialistes. Ce que Proudhon proposait comme moyen de faire encore quelque chose pour la révolution, après que le socialisme étatiste de Louis Blanc eût forcément raté, ils en firent, eux — malgré l'inconséquence colossale de la chose, et en la mariant aux idées de Louis Blanc — un idéal de société future.

Et ils oublièrent l'idée-mère de Proudhon, que Marx, avec son absence bien connue d'honnêteté littéraire, attaqua à poings raccourcis, alors même qu'il reprenait pour son propre compte les bons de travail, et répétait, après Proudhon, les mêmes erreurs de Ricardo sur la théorie de la valeur.

Ils ont même passé sans remarquer cette idée essentielle, fort juste, dont le plan de Proudhon est né — que l'exploitation durera tant que les ouvriers n'auront pas d'autres moyens de travailler sans être exploités par le capitaliste — que la révolution doit les mettre à même de vivre, sans qu'ils vendent leur force de travail à l'exploiteur.

Mais cette situation, le communisme l'offre aussi ; seulement, il ne cherche pas à y arriver par les moyens détournés, éducatifs pour ainsi dire, que proposait Proudhon. Il prétend créer cette situation en proclamant le droit de la société entière à toutes les richesses qu'elle possède ; non pas en surprenant la vigilance des capitalistes, mais en se promettant bien d'opposer la force à la force qui maintient,

aujourd'hui, la propriété privée. Il cherche à y arriver par la *révolution* communiste.

On comprend la haine qu'un homme d'esprit indépendant, comme Proudhon, devait vouer, en 1848, au communisme. Le communisme, à cette époque, c'était la négation de toute liberté. Les chefs d'école, ainsi que leurs partisans, ne s'adressaient-ils pas, en effet, au pape et au tzar pour mettre leurs projets à exécution ! N'étaient-ils pas prêts à acclamer n'importe quel despote et quel despotisme, pourvu qu'il leur fût permis d'expérimenter le communisme ? Leurs plans mêmes ne sont-ils pas la négation de toute liberté — la soumission au grand prêtre, au grand élu, au grand conseil, à tous les grands possibles ? L'idéal monastique ne suait-il pas à travers leurs utopies ? Les plus avancés d'entre eux ne rêvaient-ils pas un jacobinisme effréné ? Violenter la nature humaine pour faire réussir le communisme, était leur devise. Fourier lui-même qui avait proclamé le droit au soleil pour toutes les passions humaines, Fourier qui avait dit que jamais cailloux ne peuvent être arrangés si bien en une mosaïque réussie, que si on les secoue simplement et les laisse s'arranger eux-mêmes, — Fourier, le précurseur de l'anarchie, ne rêvait-il pas pouvoirs et pouvoirs dans sa société communiste ?

On comprend pourquoi l'homme affranchi des préjugés religieux et amoureux de liberté ne trouvait que haine pour le communisme d'alors et pourquoi Proudhon, ayant trouvé un moment de réflexion après les événements de 1848, vint opposer l'*anarchie* à toutes les *archies* et toutes les *craties* des prêtres, des rois, des républiques et des sociétés communistes.

Mais les choses ont entièrement changé depuis 1848. Les partis ont suivi leur évolution naturelle. Les communistes autoritaires d'alors (comme Engels et les marxistes), restés fidèles au principe d'autorité, ont évolué vers un jacobinisme bourgeois qui se contente comme le faisait Louis Blanc au Luxembourg.

de subventions accordées par l'Etat bourgeois aux associations ouvrières, d'exploitation des mines et des chemins de fer par l'Etat et de retraites à la vieillesse payées par l'Etat.

Et quant aux communistes, nous n'en voyons plus que les communistes anarchistes, ou ceux qui, craignant de trop affirmer par le mot anarchie, s'appellent communistes libertaires.

Le communisme-autoritaire mort, reste seulement le communisme-anarchiste.

Deux idées se sont ainsi affirmées depuis 1848.

L'une est, que le communisme ne peut être qu'anarchiste. Religieux, gouvernemental, jacobin, parlementaire — il répugne à l'homme du siècle. Qui de vous en voudrait ?

L'autre idée est, que le communisme est nécessaire, que lui seul permettrait à chacun de jouir des fruits de son travail, lui seul empêcherait la création de la misère à côté du bien-être, lui seul empêcherait au capitalisme de renaître par l'exploitation de ceux qui autrement devraient toujours vendre leur force au plus donnant.

Et — qui plus est — lui seul répond au caractère *intégré* de la production moderne, dans laquelle il n'est plus possible de reconnaître la part de chacun dans la production des richesses. Cette part se reconnaissait encore autrefois dans le travail des champs, ou dans l'atelier du petit artisan. Elle ne se reconnaît *plus* dans la production à l'aide des machines qui s'entraident pour façonner la matière brute, venue de partout.

Que n'a-t-on pas fait dans l'autre parti, jadis communiste, pour empêcher l'idée communiste de pénétrer dans les cerveaux ouvriers ! Avec quels prodiges de fausse science n'a-t-on pas cherché à établir une distinction subtile entre ce qui sert à la production — le fer, le charbon, la machine, l'usine — et ce qui sert à vivre — le vêtement, la nourriture, le logement ! A-t-on assez propagé à coups de tam-tam

cette œuvre de « socialisme scientifique » de Schaeffle, dans laquelle l'ex-ministre, devenu tout-à-coup un dieu des social-démocrates, tirait la science par les cheveux pour établir cette distinction. Qu'en est-il resté ? Qui de vous voudra de cette distinction ? Qui de vous ira au Trafalgar-Square dire que les docks de Londres appartiennent bien aux habitants de Londres, mais que les maisons habitées appartiennent de droit au duc de Westminster et doivent rester sa propriété, alors que les docks deviendraient possession communale ?

Le Communisme a fait son chemin, d'autant plus que l'ouvrier a entrevu sa forme libertaire, comme il comprendra bientôt sa forme anarchiste.

En effet, garantir l'existence, le nécessaire, du moins, à tous — c'est l'unique moyen de mettre fin à l'exploitation.

Ce sont les miséreux qui font la richesse et la force des riches, car sans eux tout l'or du monde ne profiterait à rien. Et c'est ainsi que la grande masse des travailleurs européens comprennent la révolution ; c'est dans ce sens qu'ils veulent agir.

Voilà pourquoi nous sommes communistes et pourquoi nous recommandons au peuple la prise de possession de toute la richesse sociale, la Commune communiste, que, pour ma part, je conçois comme une association, enjambant les murs des cités, où tous se garantissent une certaine somme très large de bien-être, en échange d'un certain nombre d'heures — disons cinq — de travail *manuel* dans n'importe quelle branche de la production, reconnue nécessaire pour garantir ce bien-être.

Et quant à ce qui dépasse ce bien-être et ce qui varie selon les goûts individuels — l'association volontaire pour la production des objets d'art, de littérature, de science et d'amusement, selon les goûts individuels.

Tout cela, par des groupements libres, qui naissent dans un but déterminé et durent tant que l'individu

le veut, — selon les principes de l'Anarchie que je vais examiner tout à l'heure.

IX

Quelques mots seulement suffiront au sujet des anarchistes *individualistes* que l'on rencontre ça et là.

Qu'il y ait des personnes qui, dégoûtées de la société, rêvent de mener la vie d'un Robinson, fabriquant à lui seul le peu qu'il lui faut, — rien de plus naturel. Il se trouvera toujours un certain nombre d'individus qui, pour un motif ou pour un autre, préféreront la vie isolée, sans rien demander à personne. Rendons-leur cette vie aussi aisée que possible : ce ne sera que juste.

Mais, ériger en règle le travail isolé, c'est prouver que l'on n'a jamais essayé de moudre soi-même son blé avec un moulin à bras, comme on en trouve encore dans des villages de Sibérie, ni de chercher soi-même l'eau à la rivière. Eriger cet individualisme en théorie, au siècle où tout est produit par un travail de plus en plus enchevêtré, de milliers d'êtres humains, et vouloir baser là-dessus la société, c'est marcher à rebours de tout notre développement. Cela pourra exister à l'état d'exceptions, mais jamais ce ne sera la règle.

C'est pourquoi les quelques anarchistes individualistes que l'on rencontre par ci par là ne sont forts que dans leur critique de l'Etat et de la loi. Quant à leur idéal constructif, les uns tombent dans une idylle qu'eux-mêmes ne voudraient jamais pratiquer, tandis que les autres, comme les éditeurs de la *Liberty*, de Boston, versent en plein dans le système bourgeois actuel. Pour défendre leur individualisme, ils reconstituent l'Etat avec tous ses attributs (loi, police et le reste), après les avoir niés si courageusement. D'autres enfin, comme Auberon Herbert, échouent dans une *Property Defense League* — la Ligue pour la défense de la propriété seigneuriale.

Aussi les anarchistes sont-ils généralement communistes tout de bon. Ou bien, comme nos camarades d'Espagne, tout en déclarant leurs sympathies personnelles pour le communisme, ils continuent à s'appeler — à tort, ce me semble, — collectivistes, pour affirmer qu'ils ne prétendent pas résoudre d'avance la question de savoir comment chaque groupement répartira sa part de produits.

Quant à nous, nous pensons qu'il est de haute nécessité d'affirmer notre communisme anarchiste, et d'insister sur ce point, qu'il ne s'agit nullement d'une simple question de répartition de produits : il s'agit de se garantir mutuellement, entre tous, un certain niveau de bien-être, afin que personne ne se voie dans la nécessité de *vendre* sa force de travail, ni au capitaliste, ni à l'Etat, ni à la Commune, ni à une union de métier.

Il s'agit, pour nous, non pas d'*aboutir* un jour au communisme : on s'est assez égaré dans cette idée dans les révolutions précédentes. Il s'agit d'*inaugurer* la révolution sociale par le communisme, en se garantissant entre tous le bien-être nécessaire.

Il ne s'agit pas non plus de briser les liens, trop faibles, qui nous unissent encore, mais il s'agit de créer de nouveaux liens de solidarité dans la jouissance commune du bien-être que nous pouvons nous donner, et dans la production de ce qu'il faut pour le maintenir.

Les révolutions bourgeoises ont toujours commencé par jeter l'ouvrier sur le pavé en lui disant : « Demande à l'Etat, à la Commune, à l'entité nommée société de te donner du travail et de te payer un salaire ». C'est cela qui les a fait échouer. Nous disons, au contraire : — « Secoue la misère, mange d'abord, échange tes loques contre un vêtement, et ton taudis contre un logement salubre. Puis, entends-toi avec tous, pour que ton affranchissement de la misère puisse durer, pour que ton repas ne soit pas un festin d'un jour ! »

L'étude des révolutions précédentes, l'étude de la société et de ses forces productives, le principe

enfin de notre philosophie anarchiste, tout ensemble nous amène à cette conclusion pratique.

Toute une série de conclusions importantes, que je ne peux qu'énumérer et dont chacune prendrait une ou plusieurs soirées de discussion, découlent de nos principes et de cette manière d'envisager la révolution.

Chose frappante. Quand on parcourt la littérature née du marxisme, et que l'on y cherche un seul progrès dans le développement des idées, on ne trouve pas un seul point d'économie politique sur lequel l'école ait progressé depuis Marx. Tandis que l'école économique bourgeoise a certainement progressé depuis vingt ans, l'école marxiste est restée stationnaire. Elle se borne à répéter les formules du maître ; elle s'embourbe dans des abstractions qui cachent l'incurie de l'analyse ; elle récite des formules de progrès que Marx a pu croire vaguement correctes il y a cinquante ans, mais elle n'ose ni les vérifier, ni même les approfondir ; elle se complait dans des affirmations tirées « du livre », mais si saugrenues qu'elles faisaient dire à Marx lui-même qu'il est tout ce que l'on veut, « seulement pas marxiste ». C'est comme pour ceux qui voyaient autrefois toute la sagesse renfermée dans la Bible. « Le livre » a stérilisé leur pensée.

Par contre, tout comme la philosophie matérialiste vivifie aujourd'hui les sciences naturelles, de même la conception anarchiste vivifie la science économique.

En nous plaçant à son point de vue, nous ne nous demandons plus, comme l'a fait récemment la Société d'économie politique à Paris, s'il y a une science, l'économie politique. Nous reconnaissons qu'il y a place pour une science — la physiologie des sociétés — qui se poserait pour but l'étude des besoins, et l'étude des moyens de les satisfaire avec la plus grande économie de forces. Science à construire entièrement et qui le sera un jour, d'après la méthode des sciences en général.

En partant de cette idée primordiale, nous ne pouvons plus parler de surproduction que l'Etat régulariserait; nous étudions la production et nous trouvons bientôt que même les nations civilisées produisent trop peu, qu'elles devraient et qu'elles peuvent produire infiniment plus. Nous cherchons et nous entrevoyons les moyens de tripler et de décupler la production industrielle et surtout agricole. Nous voyons les régions naturelles produisant chacune les fruits de la terre et les objets manufacturés, et ouvrant ainsi une application aux capacités variées, stimulant l'agriculture par l'industrie et l'industrie par l'agriculture, toujours triplant, décuplant les produits.

Nous voyons en même temps cette idée de *rente* qui domine l'économie politique bourgeoise, et qui serait, d'après Ricardo, la prime des avantages naturels de telle localité ou de telle parcelle du sol — nous la voyons s'évanouir devant ce que peuvent l'intelligence de l'homme et les intelligences combinées.

Nous voyons l'homme et la femme sachant le métier et la science — l'homme complet — capable de produire le bien-être de ses bras et d'exercer en même temps son intelligence à la découverte scientifique et industrielle, capable de trouver ses jouissances dans les sphères si hautes et si belles de l'art et de la science.

Nous nous voyons amenés à approfondir la théorie des échanges, à voir si réellement la valeur d'une marchandise se mesure par la quantité de travail nécessaire à sa production, et à étudier pour cela les fluctuations des prix, des récoltes, des salaires. Nous étudions l'origine et la base de cette anomalie qui force l'ouvrier à *vendre* sa force de travail; nous étudions les conditions de la vente en général, et à chaque pas nous découvrons des fictions, répétées depuis Adam Smith, avec quelques légères variations modernes sur les mêmes thèmes. Nous entrevoyons ainsi toute une science à construire, sans parler de ses rapports avec la question morale.

Enfin, notre méthode même s'en ressent. Nous sommes forcés de rompre avec cette idée, si chère aux revenants, qu'il peut y avoir deux méthodes différentes : l'une, la méthode scientifique, pour les sciences naturelles, et l'autre, la méthode dialectique, pour les sciences ayant trait à l'homme. Fidèles à la tradition établie par la science moderne dès le siècle passé, nous appliquons à l'économie politique la méthode, la seule méthode scientifique : celle des sciences naturelles.

Bref, si peu nombreux que nous soyons, et si pris que soit notre temps par la lutte de tous les jours, la pensée anarchiste a déjà dû se porter sur tous ces points, que j'esquisse à peine, et bien d'autres encore.

Un champ immense s'ouvre ainsi devant le penseur anarchiste. Une fois qu'il s'est pénétré de ce principe fondamental, tout le domaine des sciences économiques (et des sciences humanitaires en général) s'éclaire pour lui d'un jour nouveau. A chaque pas il trouve un nouveau sujet à traiter, dans lequel l'idéal de l'avenir se rattache intimement aux choses du présent, aux gestes du passé, à l'investigation par la méthode scientifique.

Et s'il se trouvait parmi vous des jeunes, capables de s'inspirer de ce principe, las des formules qui servent à couvrir le vide des idées et cherchant un travail indépendant, — ils seraient des centaines qui trouveraient chacun un champ immense à défricher.

Le principe anarchiste vivifierait leurs œuvres, il leur ouvrirait de nouveaux horizons, les amènerait à de nouvelles découvertes.

X

J'arrive maintenant au principe fondamental de l'anarchie — la négation de l'Etat, de la loi et de toute autorité. Passe encore pour le communisme; il y en a qui nous le pardonneraient, puisqu'ils ne

le croient pas possible. Mais — la négation de l'autorité, de la loi, de l'Etat!! C'est, chaque humble travailleur se déclarant l'égal de n'importe qui! Ceci, on ne nous le pardonne pas; ici, démocrates et conservateurs, chrétiens et athées nous combattent à outrance.

Et cependant, la tendance de l'homme à la liberté est encore bien plus prononcée que sa tendance au bien-être.

On l'a bien souvent foulée aux pieds, cette pauvre liberté de l'individu. Plus que jamais, on la foule aux pieds en ce moment. Science, religion, pouvoir, richesse — tout est ligué contre elle. Mais — chose à remarquer — c'est encore et toujours sous prétexte de garantir la liberté individuelle que l'oppression la plus indigne s'est toujours imposée.

C'est pour se garantir des invasions d'autres tribus et de l'esclavage réservé aux vaincus, que le sauvage subit la domination des guerriers. Et c'est au nom de l'égalité de la tribu qu'il se plie devant la volonté de ceux qui, connaissant la coutume ancienne, se chargent d'opposer une digue à l'autorité naissante de quelques-uns.

C'est pour défendre la masse des paysans contre l'oppression des conquérants, devenus seigneurs, que se constitue l'autorité royale; et c'est en défendant le menu peuple contre les enrichis que se constitue l'autorité du roi, la puissance de l'église, le pouvoir de l'empire, et, plus tard, les monarchies constitutionnelles et les républiques. Protéger les faibles contre les forts, les pauvres contre les riches, garantir la liberté à l'individu — y a-t-il eu dans toute l'histoire un pouvoir, si odieux qu'il fût, qui n'ait invoqué ce principe pour se constituer?

C'est en laissant à la grande masse, au paysan dans son village, une très grande dose d'indépendance dans les affaires communales, en lui garantissant

sant son *self-government*, que la royauté absolue se maintient — le plus grand despotisme régnant toujours à côté de la plus grande indépendance de la commune rurale. Et c'est seulement au nom des principes républicains — c'est-à-dire, au nom d'une liberté plus large — que les révolutions de 1648 et de 1793 abolissent les franchises communales.

Enfin, c'est pour avoir su abolir les derniers vestiges du servage personnel, que le capitalisme marchand a pu conquérir l'ascendant et l'autorité qu'il possède en ce moment. L'ex-serf tombe dans la servitude économique pour s'affranchir de la servitude personnelle. L'Europe, depuis un siècle, la Russie en ce moment même, et le nègre aux Etats-Unis en offrent l'exemple et la preuve.

En général, l'homme estime si haut le peu de liberté personnelle qu'il possède, que ces mêmes travailleurs dociles aujourd'hui dans la misère infligée par le capital, se révolteraient demain et massacraient leurs exploiters, si ceux-ci se permettaient seulement de traiter l'individu comme le seigneur, entouré de laquais, armés de triques, traitait autrefois le manant. En ce moment même, ce n'est jamais la misère, c'est toujours quelque atteinte aux droits personnels des travailleurs, qui provoque les plus grandes grèves, les plus grandes révoltes.

Ainsi la recherche de la liberté personnelle, le désir de la sauvegarder au milieu des écueils — c'est le fond même de l'Histoire.

Aujourd'hui, avec l'instruction qui pénètre les masses, la conception de liberté s'élargit.

Il se peut, qu'à certains moments, lorsque l'espoir d'affranchissement faiblit, les travailleurs qui ne voient pas bien la fourberie des lettrés et ne distinguent pas bien les écueils dissimulés, se laissent entraîner à réclamer de l'Etat telle protection contre le capital, ou telle part du butin dans le budget. C'est ce qui se produit en ce moment. Mais,

se trompe bien celui qui bâtit son idéal de société sur cette tendance momentanée. L'ouvrier cherche seulement à arracher quelques concessions à un pouvoir qu'il sent faiblir, mais il ne tient nullement à se donner de nouveaux maîtres.

L'esprit philosophique, dont j'ai parlé au début, pénètre d'ailleurs en politique, comme il a pénétré dans le domaine économique. Les abstractions ne suffisent plus. Derrière l'Etat, on voit le fonctionnaire arrogant, mauvais, quand il ne fait rien et encore plus mauvais quand il est pris de la rage d'agir. Derrière l'Eglise on voit le prêtre; derrière la Justice, le juge criminel. Les grands *mots* ne prennent plus. Et au lieu des généralités on cherche la liberté de l'*individu*.

C'est cette tendance de l'homme que nous représentons — tendance à laquelle nous devons dans l'histoire les plus beaux moments de progrès, tels que le mouvement communaliste du douzième siècle, les révoltes hussites, les révoltes anabaptistes de la Réforme, les révoltes que l'on appelait anarchistes déjà en 1793, et même en 1648.

Tout le développement de notre siècle favorise admirablement cette tendance.

Toutes les formes possibles et imaginables de gouvernement ont été essayées : gouvernement représentatif en grand et en petit, unitaire et fédéral; suffrage universel, représentation des minorités — et toutes ont admirablement fonctionné pour le maintien de l'exploitation, pour enrayer l'affranchissement de l'ouvrier. Pire que cela, introduites dans une société d'hommes à peu près égaux, parmi les pionniers des Etats-Unis, elles devinrent l'instrument du monopole capitaliste. Où donc le patrimoine commun, le sol et les richesses naturelles, ont-ils été mieux pillés par des particuliers, qu'aux Etats-Unis? Où donc est mieux édifié le monopole colossal? pas même en France, pas même en Russie sous le régime absolu.

On commence ainsi à comprendre que le régime représentatif est mauvais, non pas parce qu'il permet au peuple d'être mal représenté, mais parce que son idée mère est celle de ne pas représenter le peuple et de remettre au plus fort le pouvoir.

Voilà pourquoi l'idée *progressive* du siècle n'est pas de centraliser ni d'étendre les fonctions du gouvernement. C'était l'idée jacobine du siècle passé — elle n'est plus de notre époque.

L'idée progressive actuelle est de déchirer en lambeaux tout pouvoir central, de lui enlever une à une toutes ses attributions. Ce qu'on demande aujourd'hui, ce n'est plus seulement l'indépendance des *nationalités*, comme on le voulait en 1848. Ceci n'est plus envisagé que comme un préliminaire au développement ultérieur.

Ce que l'on cherche, c'est l'*indépendance* — plus que l'autonomie — de chaque groupement, si minime qu'il soit : de la ville et de chacun de ses quartiers, du moindre village, de chaque groupe d'hommes qui travaillent tel jour, ensemble, à telle besogne; de chaque pâté de maisons parquées le long d'une même rue. Ce n'est pas nous, anarchistes, qui le demandons; c'est vous, libéral, radical, républicain, qui le demandez, — tous, sauf le conservateur et le chef d'école social-démocrate.

Sous l'influence des théories jacobines de la Révolution de 1793, il y a eu l'engouement de l'Etat démocratique. Mais cet engouement disparaît devant les froides leçons de la réalité.

L'impuissance de l'Etat de diriger la vie économique d'une nation est démontrée. Celle-ci est dirigée par les efforts spontanés des millions d'êtres qui trouvent, inventent, appliquent les forces de la nature à la production. Elle ne peut l'être par des Chambres.

L'impuissance de l'Etat pour organiser la défense d'un territoire est démontrée. Un territoire n'est défendu que lorsque chacun est pénétré de l'idée de le défendre.

L'impuissance de l'Etat d'organiser l'instruction

est encore démontrée. Ce qui a été fait de mieux dans l'instruction a été fait depuis cinquante ans *contre* l'Etat qui est toujours conservateur et oppose son poids mort à tout changement.

Dans ses fonctions de protecteur de la morale publique, l'Etat déprave cette morale. Il ne sait créer que la prison — Université du crime — et c'est la Société encore qui, par ses efforts privés, se voit forcée de se charger de l'homme vomé par la Centrale.

Avec ses milliers de juges et de policiers, l'Etat maintient le monopole et le privilège; mais s'il s'agit, par exemple, de protéger des opprimés, c'est vous, moi, chacun de nous qui nous voyons forcés d'intervenir.

La Société pour la Défense des Enfants a découvert cette année plus de mille enfants que leurs parents assommaient, piquaient de fer chaud, faisaient mourir de faim — surtout dans des familles aisées. Et c'est dans l'indifférence et la lâcheté du voisin — indifférence créée par l'éducation étatiste — ainsi que dans l'Etat et la Loi, que cette Société a trouvé les plus grands obstacles à son activité.

Bref, après avoir travaillé un siècle à se donner une machine gouvernementale tant soit peu décente — l'homme découvre à la fin du siècle qu'il ne peut pas se décharger de ses fonctions de citoyen, de voisin, de co-producteur, — de membre de la société, en un mot, sur des représentants; qu'il ne peut pas se retrancher dans un château, se réduire au rôle d'électeur et de contribuable, et abandonner les soins des relations sociétaires au policier et au gendarme. S'il veut vivre en société, force est de donner son énergie à la vie sociétaire, force est d'en être un membre actif, prêt à intervenir dans les affaires de chacun et de tous. S'il s'isole, s'il laisse tout cela au gouvernement, il en subit bientôt les conséquences.

Animal sociable, il doit prendre à cœur chaque moindre fait de la vie sociale — et alors il découvre qu'il n'a plus besoin du gouvernement.

XI

La critique de l'Etat, du gouvernement, de la loi et de l'autorité en général a été faite si souvent et si bien dans les publications anarchistes, depuis Proudhon et Bakounine, que je peux me dispenser de la refaire aujourd'hui. Il n'y a que quelques points spéciaux sur lesquels il faut insister.

Les socialistes allemands, ont cherché, on le sait, dans l'exploitation actuelle. Selon Marx, l'Etat serait, en effet, intervenu pour aider l'accumulation primaire du capital. Mais depuis lors, le développement de la force du capital se fait en vertu des lois économiques seules, sans que l'Etat ait à y aider. L'accumulation du capital et l'asservissement du travailleur iront toujours grandissant — que l'Etat s'en mêle ou qu'il ne s'en mêle pas.

Eh bien, cette théorie simpliste, comme on les aime en Allemagne, a pu avoir sa valeur historique; mais elle n'en est pas moins fautive pour cela.

Le fait est que jamais, à aucune époque de son existence, l'Etat n'a cessé, et ne cessera d'intervenir, en faveur de celui qui possède, contre celui qui ne possède rien. Dans cette fonction il a pris son origine, et telle est, jusqu'à présent, sa raison d'être.

Loin de laisser capitalistes et travailleurs lutter librement, l'Etat intervient toujours en faveur des possédants. C'est sa mission historique.

Toutes les fortunes colossales de nos jours, et toutes celles qui en dérivent, ont été faites avec la connivence, si ce n'est avec l'aide directe de l'Etat. Pillage des terres vierges dans les deux Amériques et dans l'Europe orientale; monopoles des chemins de fer, des grandes constructions navales, de Panama, de Suez, des chemins de fer du Pacifique ou du Canada; monopoles du cuivre, de la banque, des mines et des coups de bourse; exploitation des colonies, qui à elle seule contribue à asservir et à perpétuer la domination du grand industriel, — partout

vous retrouvez l'Etat aidant à la constitution des fortunes des millionnaires et des milliardaires. De nos jours, comme au moyen-âge, l'Etat *fait* les grandes fortunes.

Il aide aussi à la création des fortunes moyennes. Sans parler des marchés qu'il ouvre dans les colonies et qu'il maintient dans les pays retardataires, — et sans ces marchés l'accumulation des fortunes ne pourrait jamais prendre l'essor qu'elle a pris dans l'Europe occidentale — où est donc l'industriel ou le commerçant qui n'apprécie l'aide des Etats pour ses commandes, qui ne rêve devenir fournisseur des armées, ne serait-ce que de quelque despote d'Orient, et qui ne calcule sur une « position politique » pour arrondir sa fortune ? La politique « rapporte », aussi bien en Angleterre, pays du grand capital, qu'en Afghanistan ou en Allemagne.

Ce que l'Etat faisait, dix siècles auparavant, en faveur des « compagnons du roi », il le fait encore en faveur des commensaux du gouvernement.

Si l'on veut parler de lois historiques, on pourrait plutôt dire que l'Etat faiblit à mesure qu'il ne se sent plus capable d'enrichir une classe de citoyens, soit aux dépens d'une autre classe, soit aux dépens d'autres Etats. Il dépérit dès qu'il manque à sa mission historique. Réveil des exploités — et affaiblissement de l'idée de l'Etat sont, historiquement parlant, deux faits parallèles.

D'autre part, l'Etat du *laisser-faire*, dont les économistes libéraux aiment à nous entretenir, et contre lequel les social-démocrates aiment tant à briser leurs lances, cet Etat n'est qu'un produit de l'imagination. Il n'a jamais existé et n'existera pas puisqu'il serait une contradiction de principes.

Au fond, les économistes libéraux, depuis Adam Smith jusqu'à M. Molinari, n'en ont jamais voulu — leur idéal ayant toujours été de *ne pas* laisser-faire, de *ne pas* laisser passer, mais au contraire, de faire beaucoup en faveur du capitaliste. Carte blanche

pour l'exploitation, garantie par l'Etat — ont-ils jamais eu un autre idéal ? Que dire alors des réalités ?

Depuis les lois contre les coalitions ouvrières, édictées par la grande Révolution et depuis les lois draconiennes anglaises contre les grévistes (que l'on pendait en 1813 et envoyait au bagne jusqu'en 1848), jusqu'aux fusillades de Fourmies, de Belgique, d'Espagne, d'Italie et d'Aïrolo en Suisse, jusqu'aux canonniers mouillés l'autre jour en rade de Hull, et jusqu'aux promesses de Guillaume II de sabrer les mineurs, — quand est-ce que l'Etat n'a pas pris le parti du capitaliste contre le travailleur ? Il a beaucoup sabré et fusillé d'ouvriers, mais a-t-il jamais seulement rossé les exploités ?

Et en ce moment même, les meneurs de la démocratie et du quatrième Etat, ne rêvent-ils pas à leur tour de sabrer la « canaille » en France, la *mob* en Angleterre et le *Gesindel* à Berlin ? Ils l'ont assez prêché dans leurs journaux ! Et ils sont logiques. Qui veut l'Etat doit en vouloir les conséquences.

L'Etat est la force qui perpétue ce qui existe, en garantissant la possession et le monopole à celui qui possède. Et si demain la révolution social-démocrate parvenait à émanciper un dixième des travailleurs du joug capitaliste, elle devrait — devenue chef de l'Etat à son tour — sabrer les autres neuf-dixièmes, abandonnés à l'exploitation.

Ainsi, l'Etat crée les fortunes des exploités, aujourd'hui comme autrefois. Et il maintient, par la force, l'exploitation au profit d'une minorité — que le nom de cette minorité soit noblesse, clergé, bourgeoisie ou quatrième Etat.

Mais si ce n'était que cela !

Le fait est que l'Etat représente un ensemble, un principe qui pénètre la vie d'une société, un système infiniment plus compliqué qu'on ne le pense généralement.

D'abord, la force actuelle du capital n'est pas seulement dans ses écus, ou dans ses usines et ses terres. Elle est surtout dans la pauvreté des masses,

dans l'impossibilité pour le prolétaire de vivre quinze jours sans se vendre au capitaliste. Et l'Etat maintient soigneusement cette pauvreté, cette vie du jour au lendemain et ces cohortes de va-nu-pieds, qui se portent là où l'ouvrier et le capitaliste entrent en lutte. Il a pour cela toute une série de moyens directs et indirects.

Ici, il maintient la pauvreté par les impôts, qui écrasent le paysan, et par les monopoles créés en faveur de ceux qui possèdent. Là, il empêche les mécontents de s'entendre. Là encore, il crée le monopole de l'éducation et empêche de le briser d'une façon ou d'une autre. Par l'armée, par le culte du patriotisme et de la discipline, par le décorum du pouvoir et de la loi, et par l'ascendant donné aux autorités, aux titres scientifiques et à la fausse science, — par mille canaux divers il fausse l'opinion publique en faveur du possédant.

C'est tout un système machiavélique qu'il faut étudier au moment où il s'élabore et où le légiste dit encore, sans voiler sa pensée par les sophismes modernes, pourquoi le roi ou le pape doivent agir ainsi et empêcher le peuple de faire cela.

Par un immense réseau d'institutions, l'Etat divise les citoyens ; il leur empêche de veiller à leur propre sécurité et à leurs intérêts d'ensemble, et, après les avoir rendus impuissants à se protéger eux-mêmes, il leur envoie son juge, sa loi, son fonctionnaire, pour les défendre contre eux-mêmes.

Dès qu'il voit se créer une institution quelconque — école, syndicat, société, peu importe, il s'en empare, la réglemente, l'incorpore à l'Etat. Faites acte d'initiative utile, mais sans autorisation, sans timbre, sans numéro officiel — et vous verrez ce qu'il en coûte.

D'autre part, si la force matérielle du capital est immense, — bien plus immense encore est la force constituée en faveur du capital, par l'ensemble des institutions de l'Etat, des préjugés de gouvernement, de discipline, maintenus et enseignés par l'Etat.

Toutes les conceptions sur ce qui est juste et ce qui ne l'est pas, sur le bien et sur le mal, sur les droits des individus et leurs rapports mutuels — toutes ces conceptions vitales sont viciées chaque jour, à chaque instant, par l'enseignement donné à chacun, dès son enfance, au moyen de l'ensemble des institutions de l'Etat.

Voilà pourquoi, voyant le rôle multiple de l'Etat, analysant ses fonctions actuelles et historiques, et comprenant la variété de ses influences multiples, — nous arrivons à la *négation de l'Etat*.

Non pas du *Gouvernement*, comme on l'a dit quelquefois, mais de l'*Etat*. C'est l'ensemble des institutions, des formes de la vie publique, des rapports entre hommes. — c'est l'idée et le principe de l'Etat que nous considérons nuisible et inutile.

L'Etat est une croissance historique, qui, dans la vie de tous les peuples, est venue à une certaine époque se substituer lentement, peu à peu, aux confédérations libres de tribus, de communes, de groupes de tribus, de villages et de guildes de producteurs divers (pêcheurs, cultivateurs, artisans), et donner un appui formidable aux minorités, pour asservir les masses — et c'est contre cette croissance historique et tout ce qui en découle, que nous luttons.

Tout un ensemble de faits y ont contribué : le désir des minorités de guerriers, de connaisseurs de la loi, de savants et de prêtres, voulant dominer les masses ; la nécessité de se garantir contre les invasions étrangères ; l'Eglise qui veut l'obéissance à l'autorité ; le droit romain, c'est-à-dire le droit byzantin, qui, à son tour, tire son origine des despoties de l'Orient. Tout le passé de l'humanité, ligé contre son avenir.

Eglise, loi, force militaire et force de richesse acquise par le pillage des voisins, faisant cause commune pendant des siècles ; travaillant lentement à élaborer, pierre par pierre, empiètement par empiètement, saisie par saisie, cette institution colossale qui a fini par pénétrer dans chaque recoin de la vie

sociétaire, du cerveau et du cœur humains, — cette pieuvre qui a nom « Etat ».

C'est cette pieuvre que nous tenons à démolir, pour retourner aux libres rapports d'hommes affranchis, qui se fédèrent, se groupent et s'unissent selon les besoins du moment.

D'ailleurs, la pieuvre se meurt déjà, à mesure que l'esprit d'indépendance se réveille dans l'individu, — et, le voyant, nous demandons que l'on lui porte le coup mortel.

Nous savons que la route à parcourir pourra être longue. Mais nous savons aussi que cette lutte serait encore plus longue, si chaque individu hésitait à s'affranchir, lui, personnellement, des préjugés qu'il a reçus en héritage.

Nous ne nous faisons pas d'illusions sur les difficultés que le travailleur aura à surmonter pour arriver à l'affranchissement économique et politique. Nous ne voulons pas assurer les travailleurs que le capitalisme et l'Etat finiront par se dévorer eux-mêmes. De pareilles affirmations font bien dans le tableau quand un professeur hégélien les adresse à un jeune auditoire d'étudiants qui veulent croire que tout se fera pour le mieux, pendant qu'ils discuteront philosophie ou chanteront des chansons d'amour. Nous parlons aux travailleurs et nous cherchons la vérité.

Eh bien, connaissant la force du capital et de l'Etat, et voyant leurs racines profondes dans les cerveaux, comme dans les faits contemporains, nous prévoyons de grandes luttes.

Aussi, cherchons-nous tout d'abord à affranchir les cerveaux des préjugés étatistes qui, tout comme les préjugés religieux, font le suppôt le plus effectif du capital. Nous faisons appel surtout à l'initiative de chacun. La somme des initiatives individuelles, seule, pourra vaincre dans la lutte.

Etudiant surtout *la vie*, telle qu'elle est, dans toutes ses manifestations, nous ne pouvons pas nous imaginer porteurs d'une sagesse qui nous permettrait de prévoir les mille péripéties de la lutte actuelle et prochaine, ainsi que les solutions des grands problèmes sociaux que l'humanité cherche en ce moment.

Réglementer, chercher à tout prévoir et tout ordonner, serait simplement criminel. Nous préférons appeler à l'initiative de chacun, à toutes les initiatives. — Sans attendre l'abolition du servage actuel, mais d'ores et déjà, nous demandons à chacun s'il veut travailler avec nous, d'agir surtout selon son propre entendement. Nous ne croyons pas être le sel de la Terre, et ne voulons diriger personne.

Prenez-vous même l'initiative! Habituez-vous à agir vous-mêmes — toutes les révolutions ont échoué faute d'hommes d'initiative. Vous ferez des fautes, pour sûr. Nous tous, en faisons chaque jour. Mais la variété même des erreurs commises servira à élaguer les plus dangereuses d'entre elles. Et il vaut mille fois mieux de faire des fautes et de les reconnaître par expérience, que de n'être bon qu'à obéir.

Si vous trouvez qu'un tel agit mal, qu'il s'engage dans une fausse voie, ne perdez pas votre temps dans des critiques continuelles qui finiraient par devenir acerbes et par diviser les forces.

Dites carrément, entièrement, votre opinion — et faites mieux à côté!

Un tel met-il son énergie sur une fausse piste? Développons ailleurs autant d'énergie que lui! Trouvons des camarades et travaillons dans l'autre direction, que nous jugeons meilleure. Mais n'attendons jamais la permission de personne. Certainement, si nous nous pénétrons des principes anarchistes, nous tâcherons de ne jamais perdre de vue l'intérêt commun, nous n'oublions pas que l'anarchie c'est la possibilité pour toutes les forces et toutes les nuances d'opinion de se produire. Mais, à part cela, agissons selon ce que l'idée et le cœur nous en disent. Voilà

les principes d'action qui déjà s'appliquent entre anarchistes.

Jusqu'à présent, on a toujours dit aux travailleurs : groupez-vous et obéissez à ceux qui seront au sommet de l'organisation.

Nous disons : « Groupez-vous avec ceux qui pensent comme vous et agissez selon votre initiative ! »

« Et quand le moment viendra pour agir plus en grand, guidez-vous par ces deux principes : expropriation du capital et abolition de l'Etat, et, sans perdre de vue l'ensemble du champ de bataille, prenez vous-même l'initiative de les mettre en action. »

XII

L'appel à l'esprit d'initiative, qui fait l'essence de l'anarchie, est déjà une réponse à cette objection que l'on aime à nous adresser — celle de ne pas être de notre siècle, de professer des idées qui n'ont pas d'application immédiate.

Et cependant, il suffit de faire connaissance avec le premier groupe anarchiste venu, pour s'assurer que nos principes *ont* une application immédiate, qu'ils sont déjà mis en pratique par des milliers d'individus, disséminés sur toute la surface du globe.

Cette série de conférences à laquelle vous assistez est l'œuvre de quelques compagnons qui en ont pris l'initiative; les meetings anarchistes qui comptent chaque semaine par centaines ici, en France, en Italie, en Espagne, etc., et dans lesquels les mêmes idées sont propagées par des milliers d'orateurs, sont encore un résultat de l'initiative de petits groupes distincts, agissant spontanément. De même nos journaux, nos brochures, nos manifestes, nos feuilles volantes, si nombreux. De même chaque acte de révolte, grand ou petit. Point de programme officiel, point de bible, sur laquelle on jure, point de

« centre » ; point de gouvernement d'aucune sorte, ni ouvert ni occulte.

Et cependant, ce qui me frappe surtout dans notre mouvement, c'est ce remarquable ensemble, avec lequel il se développe — l'admirable ensemble, avec lequel certaines idées germent à certains moments. A un moment donné, une question vient se poser dans les groupes. Sans mot d'ordre, sans pression aucune, on voit la même question surgir dans des centaines de groupes, et ces centaines se mettent d'accord, quelquefois pour modifier des idées qui ont été courantes pendant longtemps dans le parti. Voyez l'ensemble avec lequel on essaie partout en ce moment à transporter la propagande et l'action anarchiste au sein des unions ouvrières. Il a suffi que quelques-uns aient posé la question, pour que partout il se trouvât des volontaires, des pionniers passionnés pour l'essayer et démontrer par la pratique l'utilité de cette action. Le même but, et la liberté entière de discussion et d'action, établissent entre nous l'entente, bien mieux que les prescriptions de Comités publics ou occultes.

De plus en plus on s'aperçoit entre anarchistes que pour contrebalancer des influences qui peuvent surgir et qu'on n'approuve pas, — il faut déployer autant, et plus, d'activité dans la direction que l'on préfère. Et puisque les influences personnelles n'ont aucun semblant de sanction autoritaire, cela suffit.

Et si, par suite de cette liberté absolue de l'anarchiste de professer les idées et de les mettre en action — quelles qu'elles soient; — si, par suite de cette liberté, telle idée est quelquefois poussée jusqu'à des conséquences extravagantes, — où en est le mal ?

Elle est librement énoncée, librement mise en pratique, puisqu'il n'y a pas d'autorisation à obtenir. Et la pratique montre bientôt ce qu'il y a de juste dans l'idée (elle en a toujours quelque chose) et ce qu'elle contient d'extravagant ou de nuisible.

L'expérience est bientôt faite.

La liberté, et, partant, la franchise absolue rè-

gnent dans nos relations. Non pas cette liberté que l'on érige en statue pour la mutiler sitôt acclamée, non pas celle que l'on limite dès qu'on la proclame, mais la vraie liberté, celle qui doit régner entre égaux.

Ainsi, voilà un parti déjà nombreux, qui compte des adhérents partout, et qui fait preuve d'un ensemble remarquable dans son libre développement, ainsi que d'une énergie que nos adversaires ne sont pas les derniers à reconnaître.

Une fois devenu anarchiste, vous pouvez ainsi appliquer, dès aujourd'hui même, vos principes dans vos relations quotidiennes avec des milliers de camarades et dans toute votre activité, sans être gêné par une intervention autoritaire. C'est déjà une école de liberté, d'affranchissement, d'initiative, d'action.

Mais il y a autre chose.

On parle souvent d'Etat social-démocrate qui devra être une phase intermédiaire dans le développement des sociétés.

Si la *tendance* des sociétés était réellement dans cette direction, nous n'y pourrions rien. Mais elle ne l'est pas, et, la preuve qu'elle ne l'est pas, c'est que dans le courant des vingt et quelques années que le parti anarchiste existe, il a déjà contribué à modifier profondément les idées courantes à ce sujet au sein des socialistes.

Prenez les publications socialistes d'il y a vingt ans. Elles sont profondément imbues d'un esprit jacobin, autoritaire. Idéal futur, idéal présent, organisation de l'Internationale et du parti révolutionnaire; tout y est imbu de l'idéal autoritaire de 1793. Nous mêmes, nous lui avons payé un certain tribut.

Ce qu'on rêvait alors dans le camp autoritaire, c'était une organisation presque militaire des métiers, gouvernée par un tel en Allemagne, un tel en

France, un tel ailleurs, avec la dualité suprême, Marx-Engels, pour le globe entier.

Quelques revenants rêvent encore quelque chose d'analogue : mais ils n'osent plus l'avouer. Ils sont forcés de se déclarer anti-étatistes, alors même qu'ils sont aussi étatistes que Louis XIV. Ils sont forcés de reconnaître l'indépendance des groupes, et, pour gouverner, ils doivent avoir recours aux moyens souverains et ils achètent les soumissions avec les subsides.

On est loin, on le voit, de l'idéal théocratique d'il y a vingt ans, basé sur le servilisme volontaire.

Et le jour où la Révolution embrasera l'Europe de ses flammes, — la parole sera à l'énergie, à l'audace, à l'initiative, pour entamer l'expropriation et l'abolition de l'Etat.

Ce qui pourra surgir de ces luttes ne sera plus l'Etat collectiviste, social-démocratique. Ce sera une résultante de toutes les énergies agissant librement. La fable des Jacobins gouvernant la France en 1793, est une fable menteuse, propagée par ceux qui se croient le Sel de la Terre, destiné à gouverner les troupeaux humains. Les Révolutions ont toujours été, et la prochaine sera encore le résultat de toutes les initiatives populaires.

Ce qui en surgira, ne sera certainement pas l'Etat des théoriciens hégéliens. Ce sera autre chose. Et ce que les conditions nouvelles auront conservé de l'Etat, sera déjà frappé de malaise, voué à la destruction ; cela portera les germes du progrès de l'Anarchie. Ce qu'il y aura de conservé de l'Etat ne sera qu'une survivance, comme ces survivances des temps passés qui existent aujourd'hui et qui se meurent peu à peu.

L'anarchiste, on le voit, a un immense champ d'action, ouvert devant lui, dès aujourd'hui même. Il n'a qu'à agir avec énergie.

XIII

Il est évident, d'après l'exposé que je viens de faire, que nous sommes un parti révolutionnaire.

Ici, en Angleterre, on a déjà oublié la révolution de 1648, et on ne connaît pas du tout celle de 1793. Ce que l'on sait des deux, c'est le mensonge conventionnel des historiens appartenant aux classes possédantes. Et l'on a complètement oublié les grandes insurrections des paysans, ainsi que le grand mouvement des idées — très anarchistes pour l'époque — qui firent 1648.

Aussi est-on généralement porté à se représenter une révolution comme une extermination mutuelle entre individus, sans qu'aucun changement profond des institutions résulte du massacre. « Si la révolution change quelque chose, cela ne dure pas : il n'y a que l'évolution lente qui produise des changements sérieux dans les relations sociales. » Telle est l'affirmation à la mode.

Eh bien, le fait est qu'aucun changement durable dans les rapports économiques et politiques n'a jamais été accompli autrement que par les révolutions, et que l'évolution n'a jamais fait que reprendre l'œuvre inachevée d'une révolution précédente.

Les luttes personnelles et le sang versé ne sont que des accidents de la lutte.

Comme dans une guerre, le succès ne se mesure pas par le nombre de soldats tués à l'ennemi, mais par les positions conquises, — de même les succès d'une révolution ne se mesurent pas par le nombre d'ennemis exterminés, mais par les institutions démolies et par la prise de possession. C'est le fait d'avoir pris possession d'une telle hauteur, d'un tel village, ou d'un tel fort, qui décide du succès d'une bataille. Et chaque soldat sait qu'il vaut mieux forcer

une armée à capituler, que de chercher à l'exterminer; l'extermination coûte à l'exterminateur — quelquefois très cher. C'est la même chose pour une révolution.

D'ailleurs, le jour est parfaitement fait sur les luttes de la Révolution française. On sait aujourd'hui que ce qui l'a rendue terrible et terroriste, c'étaient les complots, vastes, immenses, tramés par des royalistes, pour retourner à des institutions qui déjà n'existaient plus.

L'essence d'une révolution est de changer rapidement — en s'attachant à l'ensemble, plutôt qu'aux détails, — les institutions que l'on ne pouvait pas modifier tant qu'on cherchait à les réformer pièce par pièce, sans toucher aux principes fondamentaux.

Elle abat les grands obstacles au progrès. Elle ébauche les grandes lignes, et s'inspire des grandes idées. Et, dans sa hâte nécessaire de courir au plus essentiel, elle laisse à l'évolution qui viendra, le soin de remplir les cadres, tracés par elle. C'est cette œuvre de remplissage que l'on nous met sous les yeux, en évitant bien d'en indiquer l'origine.

Parcourez l'Angleterre et vous y trouverez partout des ruines de châteaux des nobles. Les paysans révoltés, aidés des bourgeois, ainsi que des soldats de Cromwell, ont démolé ces forteresses, ces bastilles des seigneurs féodaux, et avec elles ils ont mis fin au féodalisme seigneurial.

L'abolition définitive du servage, ou plutôt des relations issues du servage en France, ainsi que l'abolition du servage même dans l'Europe occidentale, furent l'œuvre profonde et durable, de la Révolution française; les armées de la République l'ont promenée en Europe au bout de leurs baïonnettes.

L'Etat centralisé, le gouvernement représentatif,

la domination de la bourgeoisie — tout le développement de notre siècle sont l'œuvre de la révolution anglaise de 1648 et de sa fille — la révolution de 1793.

Tout ce qui caractérise notre siècle : notre science, notre industrie, notre éducation civique, nos écoles, notre suffrage universel, notre démocratisme et notre respect des nationalités — et, en même temps, notre prolétariat, l'écrasement du prolétaire, notre servilité devant la loi, notre parlementarisme absurde — tout cela tire son origine des idées, mises d'abord en circulation, puis en pratique par les deux révolutions.

Autre chose à signaler.

Ayant déjà fait sa « Grande Révolution » dès 1648, cent quarante ans avant la France, et son isolement insulaire aidant, l'Angleterre a pu profiter de 1793 pour modifier ses institutions dans le sens du démocratisme jacobin, sans traverser une nouvelle tourmente. Sous le souvenir, encore frais alors, des châteaux pris d'assaut et de Charles I^{er}, avec l'exemple vivant de la *Carmagnole* en France, et surtout, — avec le pouvoir déjà acquis par la bourgeoisie laborieuse, — l'Angleterre a pu profiter des progrès nouveaux accomplis en France, sans se jeter dans les mêmes luttes civiles. Les classes opprimées, aidées par la bourgeoisie, ont su imposer quelques concessions, et les classes possédantes ont su les faire à temps, sans trop tarder.

D'autre part, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne et, en partie, l'Autriche, héritaient peu à peu des progrès déjà accomplis par la voie révolutionnaire en Occident.

Et si le développement prodigieux de l'industrialisme moderne n'avait posé à notre siècle un problème tout nouveau — le problème social dans sa phase industrielle et marchande — il se pourrait que le tour de faire la grande Révolution des siècles

fût aujourd'hui à l'Allemagne, tandis que les deux pays occidentaux pourraient faire de grands progrès sans passer par des commotions aussi violentes que celle de 1793.

N'était-ce l'aveuglement de la bourgeoisie, qui ne cède en rien à l'aveuglement des aristocrates, on pourrait même espérer que, grâce aux révolutions précédentes, l'Angleterre et la France seraient à même d'accomplir des changements sociaux bien plus profonds que ceux de 1793, avec des luttes civiles bien moins acharnées que celles de nos grands-pères.

N'était-ce cet aveuglement !

Mais puisque l'aveuglement existe, et 1871 en a donné la preuve sanglante, le seul, l'unique moyen de réduire le sang qui sera versé dans les luttes prochaines, c'est d'être une force invincible, par l'esprit révolutionnaire, par le fonds révolutionnaire des idées, par la profondeur de ces idées, ainsi que par le nombre, la force et la sûreté de l'attaque.

D'ailleurs on a trop abusé récemment du mot Evolution. En général, les analogies, puisées dans le monde animal et végétal, ont peu de valeur, vu notre colossale ignorance de ces deux mondes. Mais encore faut-il que les analogies soient justes. Cependant les géologues et les darwiniens qui voulaient représenter toute l'évolution organique comme une série de changements imperceptibles, ont fait fausse route.

Les révolutions, ainsi qu'un darwiniste de renom, Lloyd Morgan, vient de le reconnaître, sont tout aussi bien une loi de la nature, que l'évolution lente. Nous évoluons lentement ; mais chaque homme a ses périodes de révolution rapide dans l'ensemble de ses idées. Les climats, les espèces changent aussi avec lenteur ; mais ils ont aussi leurs périodes de révolution rapide. Il en est de même pour les sociétés.

XIV

Ainsi, nous sommes un parti révolutionnaire, et nous ne nous en cachons pas. Nous le disons aux travailleurs comme aux bourgeois, aux opprimés comme aux oppresseurs. Et puisque nous concevons la révolution, non comme un changement de gouvernement, mais comme un changement profond dans les institutions et dans tous les rapports entre individus, nous travaillons à révolutionner les idées, aussi bien que les tempéraments.

Quant à nos modes d'action, on aime nous représenter comme le parti de la violence. Il faut, cependant, dans l'intérêt de la vérité, dire les choses ce qu'elles sont.

Si vous parcourez dans votre mémoire les actes de violence qui se sont produits durant les dernières vingt et quelques années, voici ce que vous verrez :

D'une part, le massacre, l'orgie du massacre, à Paris, en 1871 ; trente-cinq mille travailleurs massacrés aux applaudissements de la Chambre de Versailles et de la bourgeoisie européenne ; les massacres de paysans et de mineurs à Fourmies, en Belgique, en Italie, en Espagne, — ils sont sans nombre ; les brigands de Pinkerton, enrôlés pour massacrer les ouvriers en grève ; les prêtres incitant un idiot pour frapper l'anarchiste Louise Michel, qui prend la défense de celui qui logea une balle dans son crâne ; le gouvernement russe, instituant la Sainte-Alliance et incitant une demi-folle qui tire sur un professeur allemand, en le prenant pour Lavroff ; les conservateurs anglais organisant la révolte dans l'Ulster contre la loi du home-rule ; et ensuite, des bombardements et des massacres sans fin, d'Indiens au Canada, de Tonkinois à Bac-Lé, de fellahs à Alexandrie, et ainsi de suite ! — toujours au nom de l'ordre et de la loi, et avec la bénédiction des clergés. Ceci pour les gouvernants.

D'autre part, dans le camp des révoltés, je vois le social-démocrate Hœdel et le républicain Nobi-

ling, tirant sur l'empereur d'Allemagne ; l'ouvrier tonnelier Otero, tirant sur le roi d'Espagne ; l'attentat contre le roi d'Italie, fait par Passanante, un mazzinien plutôt que tout autre. Viennent ensuite les meurtres agraires et politiques et les explosions à Londrès, œuvre de nationalistes irlandais qui abhorrent socialisme et anarchie. Puis je vois trente à quarante potences en Russie, et des social-démocrates, des constitutionnalistes et des jacobins marchant à la mort et au bagne, mais pas d'anarchistes. Je vois ensuite des attentats nombreux à la dynamite, faits par des mineurs qui n'ont probablement jamais entendu parler d'anarchie ; et enfin, les bombes anarchistes de Lyon et de Chicago, les émeutes de Bénévent et de Xérès, et les explosions récentes à Paris, faites par des anarchistes.

Que conclure de ces faits ?

— Que bourgeois et gouvernants, malgré les moyens légaux dont ils disposent, n'ont jamais hésité d'avoir recours à la violence ni même au massacre en grand, pour supprimer leurs ennemis.

Et que d'autre part, il n'y a pas un seul parti politique ou social, qui ait hésité de recourir à la violence, du moment qu'il s'est vu traqué, opprimé, mis hors la loi et la coutume, par les forts du jour. Les anarchistes ont fait comme leurs devanciers.

Nous n'avons pas l'habitude de porter nos doléances devant nos ennemis. Aussi, aucun journal anarchiste ne prétend même pas donner une liste plus ou moins complète des ignominies qui se commettent chaque jour contre les anarchistes. Mais si quelqu'un voulait faire la liste exacte des années de prison que l'on distribue aux anarchistes en France, en Italie, en Espagne, en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre, il verrait que, par an, elles se montent à *plusieurs centaines* d'années, — non pour des actes, mais pour des paroles prononcées. Il verrait aussi que les anarchistes en Europe et aux Etats-Unis sont traités absolument comme les révolution-

naires le sont en Russie, — ce qui vous indigne pour la Russie, mais ne vous indigne nullement ailleurs ; enfin, vous verriez que, les anarchistes étant des travailleurs, on les affame quand on ne les tient pas en prison, — ici on envoie des policiers chez le patron, pour les faire renvoyer des ateliers, là on pratique l'interdiction de séjour dans chaque ville où l'anarchiste pourrait gagner son pain ; ailleurs on expulse, on boycote.....

La presse que vous lisez ne vous dit certainement rien de tout cela. — Parbleu ! Ce ne sont que des travailleurs !! Est-ce qu'elle s'en occupe ?

On s'est beaucoup apitoyé dans la presse sur les victimes des anarchistes ; on a crié contre la violence. Eh bien, s'il y a un parti au monde qui ait le droit de protester contre la violence, ce n'est certainement pas un seul des partis politiques existants, qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition.

Tous, ils sont pour la violence. Tous, ils la prêchent tous les jours. Ils la conseillent à mots couverts, si ce n'est en toutes lettres : ils l'ont pratiquée et ils sont prêts à la recommencer ! Supprimer l'ennemi par la mort, frapper pour terroriser, — c'est leur devise, le plus saint article de foi de leurs religions !

Comment ose-t-on encore nous parler de la vie humaine rendue sacrée, lorsque dans l'intérêt de porteurs d'actions, on bombarde Alexandrie, on massacre à Bac-Lé, on fusille en Afrique, en Asie, en Europe et dans les deux Amériques ? De quel droit ose-t-on parler de respect pour la vie, lorsque pour gagner quelques sous on tue dans les mines, on massacre sur les chemins de fer, on fait couler à pic des navires avariés que l'on a assurés à grand prix, et lorsque pour augmenter le bénéfice des patrons on n'hésite pas de jeter sur le pavé des trois cent mille ouvriers à la fois, vouant leurs femmes et leurs enfants à la famine, à la mort ? La vie humaine ? Est-ce qu'elle compte pour quoi que ce soit dans les calculs

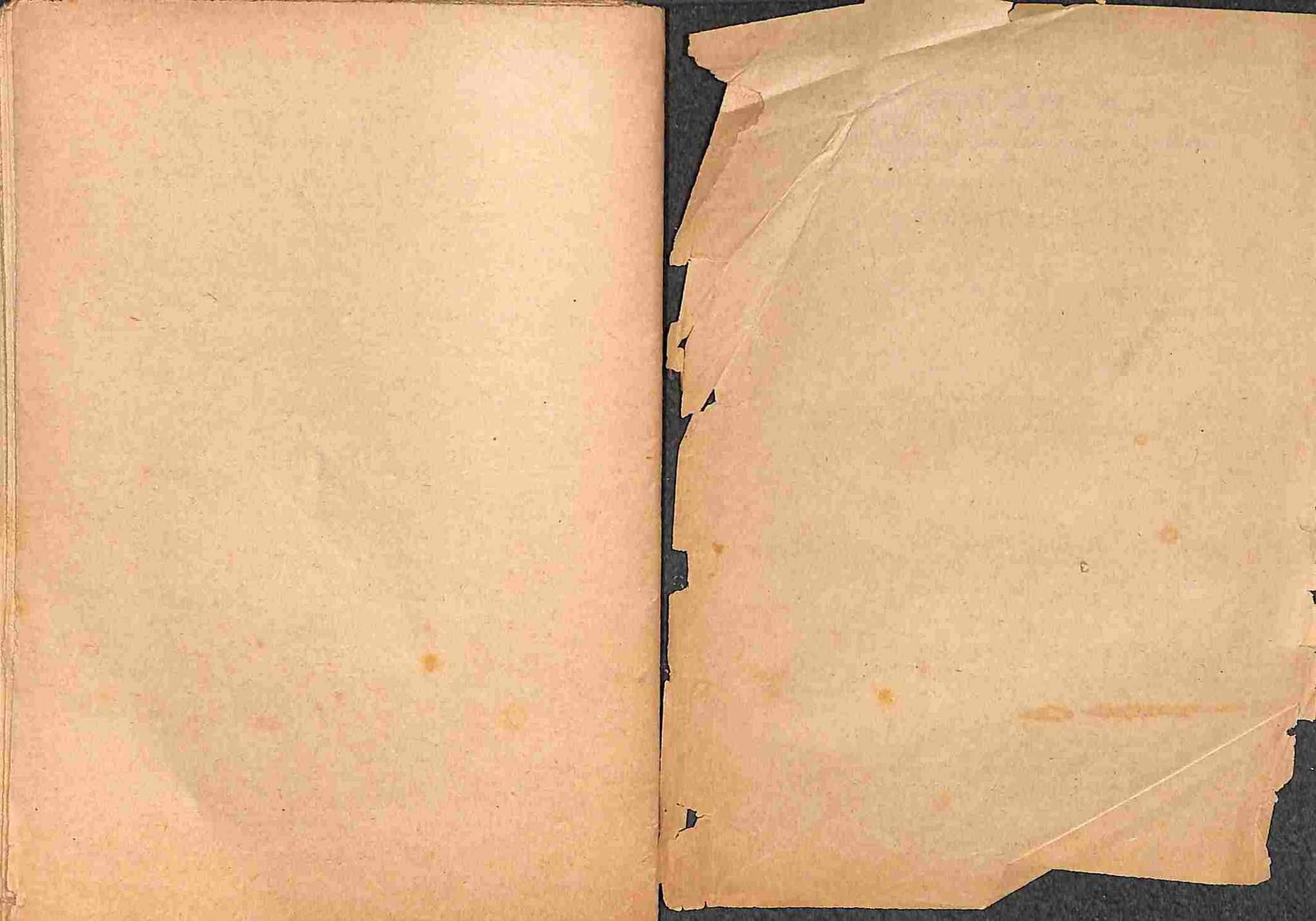
des riches et des forts ? Tout, tout, la loi, le magistrat, le fusil à répétition, le canon de cent tonnes crient aujourd'hui à qui criera le plus fort : « Fi de la vie humaine, mépris suprême de la vie de l'homme ! »

Les hypocrites pleurent les victimes des anarchistes ; mais la profession de foi fondamentale, la religion de tous les autoritaires, révolutionnaires ou gouvernants — gouvernants surtout — n'est-elle pas de supprimer par la guillotine, par le garrot, par la potence, quiconque osera se mettre en travers de ce qu'ils considèrent, eux, comme salut public ou comme avantage de la société !

Il n'y a qu'un seul parti qui soit conséquent et qui cherche à supprimer la violence dans les relations entre hommes, en demandant l'abolition de la peine de mort, l'abolition de toutes les Bastilles, l'abolition du droit même d'un homme de punir un autre homme. C'est le parti anarchiste.

Lui seul aurait le droit de parler en pareille occasion.

Respect de la vie humaine ? Respect de chaque individu ? — d'accord ; mais commencez, vous, adorateurs du juge et du bourreau, par l'inscrire dans vos codes, comme nous l'avons fait dans notre programme !



LA RÉVOLTE

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les 8 jours avec un supplément littéraire

Administration : 140, rue Mouffetard, 140

Prix : 10 centimes le numéro

ABONNEMENTS

FRANCE : Un an, 6 fr. — ETRANGER : 8 fr.

EN VENTE A LA RÉVOLTE

Le Révolté , septième, huitième et neuvième année, cartonné, chaque.....	5 »
La Révolte , première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième année, chaque	6 »
Mémoires de la Fédération juras-sienne	2 »
La Société au lendemain de la Révo-lution , prise dans nos bureaux	» 60
Supplément littéraire de la « Révolte » collection complète, 1 ^{re} et 2 ^{re} volumes, chaque.....	10 »
Le Salariat	» 10
Esprit de Révolte	» 10
Les paroles d'un Révolté	1 25
Evolution et Révolution , 6 ^{me} édition, (30 ^{me} mille), Elisée Reclus.....	» 10
La conquête du Pain , Kropotkine.....	2 75
La Loi et l'Autorité	» 10
Un Siècle d'attente , Kropotkine.....	» 10
Portraits de Bakounine et Proudhon Novembre 1887 (eau-forte).....	1 75
La Société mourante et l'Anarchie , J. Grave.....	1 »
L'Anarchie dans l'Evolution socia-liste	» 10
Dieu et l'Etat , Bakounine.....	1 »
Pris dans nos bureaux.....	» 60
L'Agriculture	» 10
Défense de G. Etiévant	» 10
Les Hommes et les Théories de l'Anarchie , Hamon.....	» 10
La grande Révolution , P. Kropotkine..	» 10
Aux Jeunes Gens	» 10